



Garderies à 5\$ p. 3

Martin Petit se demande si le projet des centres de la petite enfance est vraiment progressiste



Affaire Guindonville p. 4

Bruno Dubuc a découvert un ouvrage de référence pour interpréter l'affaire Guindonville.



La Lutte continue p. 8

Un texte de Francis Dupuis-Déri sur la résistance aux nouvelles dominations capitalistes

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 6 • n° 10

Juillet 2003

3,50\$



Virus du Nil, maladie de Lyme

Bienvenue à Plum Island

PAR JACQUES BOUCHARD

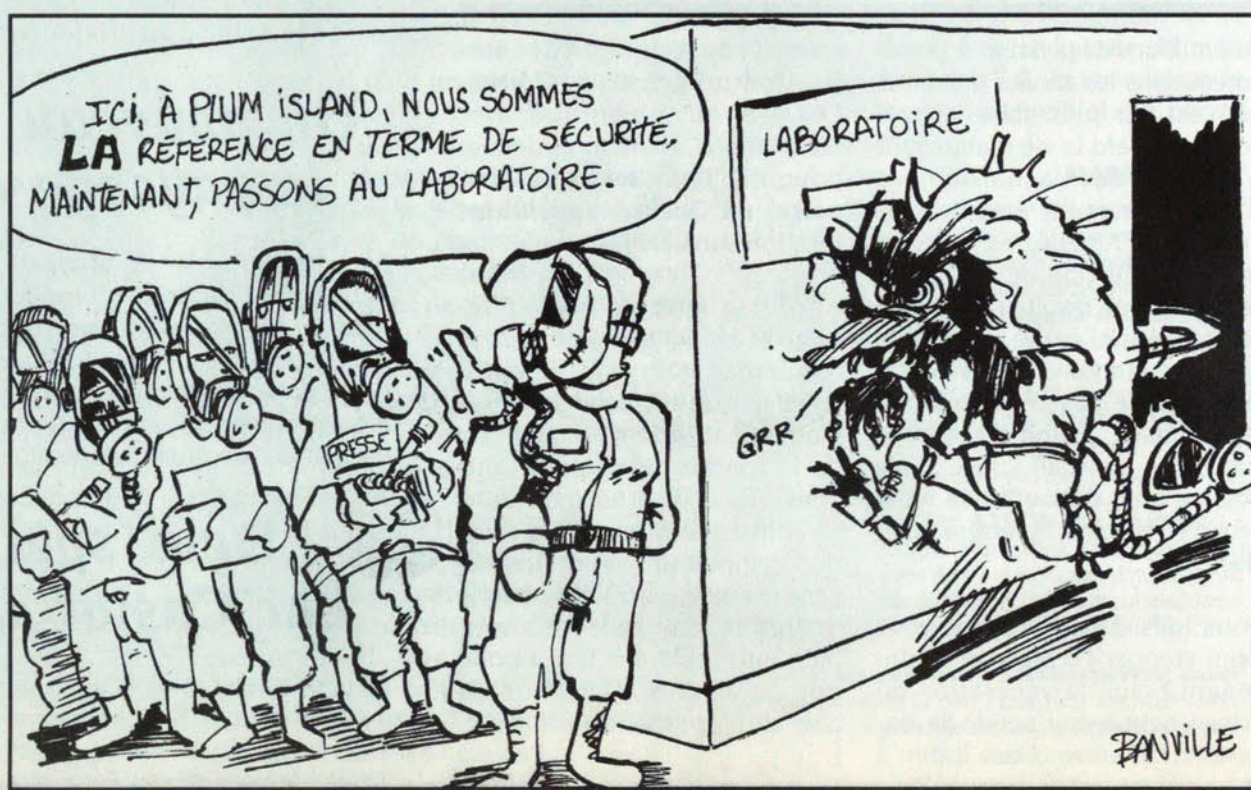
LES SERVICES DE SÉCURITÉ étatsuniens ont accusé successivement Fidel et Saddam d'être responsables de « l'épidémie » du Virus du Nil occidental (VNO). Et si le gouvernement des États-Unis était responsable de la propagation du VNO en Amérique du Nord? Connaissez-vous Plum Island?

Plum Island est une petite île au large, d'Orient Point, à l'extrémité de Long Island, New York. C'est un laboratoire à sécurité maximum du United States Agriculture Department Animal Disease Research. Le USAD a acquis l'île du Département de la Guerre à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec le mandat d'étudier la fièvre aphteuse. « Le centre est le seul endroit au pays où sont étudiées certaines maladies animales exotiques hautement contagieuses » (site Internet du centre www.ars.usad.gov/plum). La plupart des armes biologiques existantes ont été conçues à partir de maladies animales, l'anthrax est en fait la maladie du charbon du mouton. L'armée a construit son premier laboratoire sur Plum Island, alors Fort Terry, au début de la Guerre Froide, pour étudier les maladies animales qui pourraient servir à détruire le cheptel russe (un p'tit bonjour à la vache folle en passant). À la fermeture de Fort Terry en 1954, le USAD a hérité de la « collection » de 134 variantes de 13 virus amassés par les militaires pour en faire des armes. Si le VNO vient seulement d'apparaître dans la population civile, on le trouvait dans les laboratoires de recherche étatsuniens depuis plus d'un demi-siècle. Vous pouvez même en commander par Internet (voir encadré en page 5).

Le directeur actuel de Plum Island est le colonel David L. Huxsoll, un expert en bioterrorisme, ancien commandant de Fort Detrick, Maryland, le plus important laboratoire d'étude sur la guerre biologique aux États-Unis. Selon les analyses officielles, la souche

Ames de la maladie du charbon utilisée pour les attentats à la lettre piégée est sortie, on ne sait comment, de Fort Detrick. On sait par

un « État voyou ». Le développement d'un vaccin en même temps qu'une nouvelle souche de virus, n'a de sens que si on veut



contre qu'en 1992, 27 échantillons d'anthrax Ames ont été « portés disparus » de l'inventaire de Fort Detrick » (*The Hartford Courant* 20-1-02). Mais ça, c'est une autre histoire. Dans les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan, le colonel Huxsoll était le principal défenseur de l'application de la technologie génétique à la « défense ». Huxsoll refuse d'admettre que les activités de l'armée violent la Convention sur les armes bactériologiques de 1972. Selon lui c'est la quantité d'agents pathogènes qui détermine s'il est question d'attaque ou de défense. Le colonel Huxsoll a aussi dirigé les équipes d'inspection d'armes biologiques en Irak en 1991 et en 1994, après la première guerre du Golfe.

Le Council for Responsible Genetics prétend pour sa part que les recherches de l'armée pour modifier génétiquement les virus ne peuvent être qu'offensives, puisqu'il est à peu près impossible de prévoir quel élément pathogène génétiquement modifié utiliserait

s'en servir pour attaquer. L'agresseur peut immuniser ses propres troupes ou sa population, et peut ensuite se servir du virus offensivement en toute sécurité. (*Gene Watch, Council for Responsible Genetics*, mai 2001).

La population locale se méfie de Plum Island. L'île est accessible uniquement par des traversiers gouvernementaux à partir d'Orient Point, Long Island, et de Lyme, Connecticut. Eh oui, Lyme comme dans « maladie de Lyme », ainsi nommé en 1977, lorsqu'un groupe d'enfants habitant à quelques km du quai du traversier de Plum Island développèrent une forme rare d'arthrite. En 1978, le virus de la fièvre aphteuse s'est échappé accidentellement des installations. Les employés ont été évacués, l'île isolée, tous les animaux abattus et incinérés, et un désinfectant a été vaporisé sur tout le territoire. En mars 1999, quelques mois avant que le premier cas de VNO soit

(Suite en page 5)

Budget Séguin

Coupes de 30% dans le transport scolaire

Dorénavant, les enfants devront se placer tête-bêche, à quatre dans les bancs. Les moteurs défectueux des autobus seront remplacés par des systèmes de pédaliers (ce qui aidera à atteindre les objectifs de réduction de la pollution). Les brigadières devront couvrir trois coins de rue en même temps (ce qui permettra, en plus, d'améliorer les statistiques sur l'activité physique des québécois).

Coupes dans l'inspection des aliments

Au lieu d'accroître les mesures préventives et obligatoires de contrôle, Séguin les remplace par des mesures volontaires: dorénavant, les vaches devront déclarer elles-mêmes si elles sont folles ou non. Celles qui ne le sont pas seront invitées à dénoncer leurs congénères pour bénéficier d'un sursis de six mois de vie.

Décès de Pierre Bourgault

Le Journal de Montréal perd son seul intellectuel...

Résistance

Les habitants du West-Island résistent au Virus du Nil une ville.

LE COUAC EN ARRACHE ET NE PEUT SURVIVRE SANS ABONNÉS: VOUS ÊTES VITAUX! ABONNEZ-VOUS! www.lecouac.org

Ti-Jean comme devant

LE PARTI QUÉBÉCOIS s'étant fait battre, Ti-Jean Charest est devenu premier ministre. Mais, si l'on en juge par son discours-fleuve du 4 juin à l'Assemblée nationale, Ti-Jean n'a pas grandi.

Force est de conclure qu'il n'a rien compris à la situation actuelle du Québec. Il donne la primauté aux libertés individuelles, qui pourtant se portent fort bien. Notre liberté qui est entravée, c'est la liberté collective, dans un état qui n'est qu'une province.



Et parmi les valeurs démocratiques fondamentales, celle qui souffre le plus, chez nous, c'est évidemment l'égalité des citoyens. La pauvreté est un drame national. La condition féminine – cette expression elle-même est « passée de mode », dans une société qui valorise indûment les « tendances » – la condition féminine ne progresse plus. Une francophobie inavouée se cache derrière des mouvements comme le « défusionnisme » westmontais.

À ce propos, on constate que Ti-Jean est têtue. Comme l'autre, celui d'Ottawa. Il entend tenir sa promesse irresponsable de permettre les défusions. Il invoque la démocratie, alors que c'est précisément notre démocratie parlementaire qui permet d'intervenir dans un domaine de compétence provinciale qui touche l'égalité des citoyens, c'est-à-dire l'équité fiscale. Faut-il rappeler que le boulevard René-Lévesque a conservé dans Westmount son ancien nom, celui du gouverneur Dorchester qui proposait en 1791 des mesures visant à minoriser les Canadiens français et imposait deux ans plus tard l'anglais comme seule langue officielle du Bas-Canada? (Oh je sais qu'il n'est pas politically correct d'évoquer ces faits pénibles...)

Les défusions auraient de multiples conséquences désastreuses, notamment le rétablissement de ghettos de riches. Ti-Jean grandirait de plusieurs crans s'il reconnaissait s'être trompé.

Une autre erreur de Ti-Jean aurait un effet de ghettoïsation. Il propose de confier l'accueil des immigrants aux

communautés culturelles, alors qu'il s'agit clairement d'une responsabilité collective. Mais tout ce qui est collectif donne de l'urticaire aux conservateurs comme lui.

Les six chantiers de Ti-Jean reposent notamment sur une perception erronée du rôle de l'économie, perception très répandue, même chez des gens de gauche. L'erreur consiste à croire que le développement d'une société est avant tout un fait économique. Il ne s'agit pas de nier l'importance de l'économie, qui a des liens directs avec le portefeuille de chaque citoyen. On n'en constate pas moins que l'économie ne peut que suivre le développement d'une société, celui-ci étant orienté, inspiré et déterminé par des facteurs sociaux et culturels: information, pensée, analyse, débats, éducation, recherche, invention, qualité de vie, respect de l'environnement.

Le nouveau ministre de l'Éducation, M. Reid, a donc tort de déclarer que l'économie est à la base de l'éducation. C'est plutôt l'inverse. Que voilà un vieux débat, à savoir si le rôle de l'école est d'apprendre à se tailler une place au soleil, à jouir des richesses de l'esprit, ou simplement de préparer à une quelconque « jobine ».

Une bonne dose d'optimisme permet d'espérer que le discours de Ti-Jean n'aura été qu'un mauvais moment à passer, et que le premier ministre grandira dans la fonction, comme d'autres avant lui, par exemple Daniel Johnson père, petit avocat qui devint homme d'État.

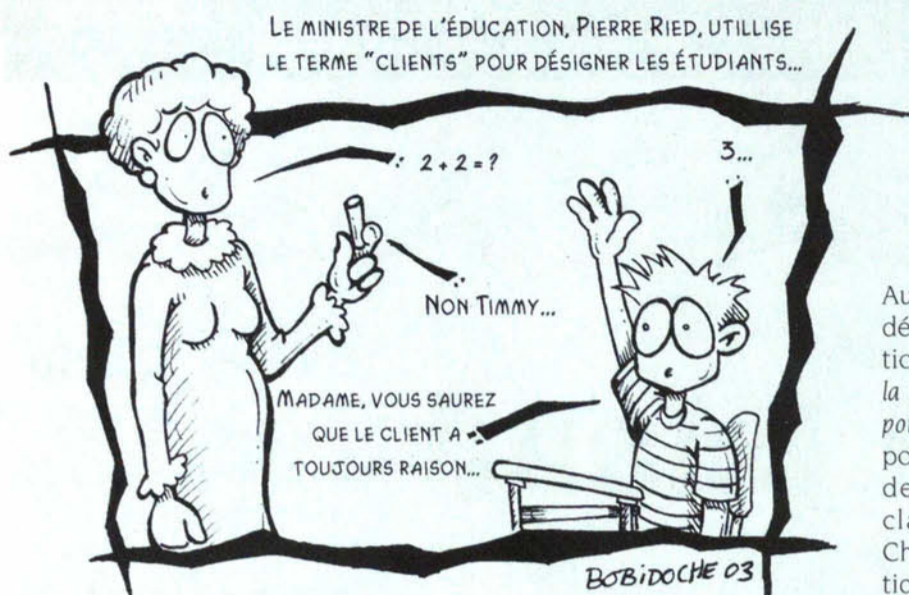
PIERRE DE BELLEFUILLE



Un Québécois déterminé nous a quittés

Tous, même Jean Charest, prisonnier du régime fédéral et des lobbies argentés, ont vanté chez Pierre Bourgault l'homme libre. Ce n'était évidemment pas sa seule qualité. Tribun hors pair, polémiste redoutable, commentateur génial, maître de sa langue, puisant dans une vaste culture, il avait aussi une caractéristique dont, collectivement, les Québécois sont privés. Pierre Bourgault était un homme déterminé. L'âge n'a pas entamé sa ferveur indépendantiste. *Le Couac* pleure sa disparition.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



Lequel nuit le plus à l'autre ?

Au G8 à Évian, Jean Chrétien déclare, à propos de ses relations avec Bush: « Il m'a tendu la main et dit qu'il partagerait mes points de vue ». Ce n'est pas pour améliorer la réputation de moron de Bush, ni la clarté des positions de Chrétien concernant la politique de Doubleyou.

COURRIER DES LECTEURS

Faut-il n'avoir rien à faire pour ne faire que du bruit !

[...] Nous venons à peine d'ouvrir une fenêtre pour humer l'odeur de ce printemps tardif, pour faire évacuer l'humidité insidieuse de l'hiver et les miasmes d'une vie restreinte, que déjà le BRUIT envahit vos vies. Les petits moteurs agressifs ont fait leur apparition. Et ils empoisonneront tout notre été. [...]

Tondeuses, chauleuses, moto bêches, coupes-bordure (ces derniers seraient utiles en Palestine), scies à chaînes, déchiqueteuses pivotantes à tête chercheuse, tailleuses de haies, aspirateurs à feuilles, à herbes, à quoi, on se le demande ?

Toutes ces machines tirées, poussées, opérées par des humains à shorts à carreaux qui viennent justement de mettre en marche le moteur de leur piscine dont ils ne serviront pas de l'été.

Faire du bruit ! Il y en a, à qui cela suffit pour meubler leur existence. Je fais du bruit, donc je suis. Proverbe de banlieusard. [...]

Hélène Essertaize.

Inauguration du Musée de l'Holocauste à Montréal

Le Musée de l'Holocauste, irez-vous le visiter ? Et amèneriez-vous vos enfants, comme le suggérait le Premier ministre Charest lors de l'inauguration ?

Holocauste. Suffit-il d'ajouter un h majuscule et de l'argent pour que ce mot devienne juif ? Certainement pas. Un autre mausolée dédié à la réflexion sur le passé vaut-il la peine qu'on y entre alors que ce qui se passe aujourd'hui entre Israël et la Palestine donne des haut-le-cœur ?

Des sacrifices humains, des adultes et des enfants brûlés par les bombes, massacrés à la mitrailleuse, c'est le quotidien de la Palestine aujourd'hui.

Des millions de personnes persécutées dans les années quarante, ce n'est pas plus grave qu'une seule qui perd la vie maintenant à cause de l'acharnement d'Israël envers les Arabes, avec l'appui des Américains. Ce n'est pas une question de chiffres et le présent me révolte plus que le passé auquel je ne peux plus rien. Les larmes et les lamentations sur le passé ou la visite d'un musée ne me distrairont pas de ce qu'Israël inflige à ses voisins qu'il dépouille de leurs terres et réduit à la misère et au désespoir. [...]

Vous Juifs d'ici que faites-vous pour stopper l'horreur de maintenant ? Oui, la vénération du passé peut aussi servir de paravent. J'ai autre chose à dire à mes enfants et à ceux qui me liront sur les holocaustes de 2003.

Michel Giguère

Qui attend Godot ?

Mon ami Pierre de Bellefeuille n'aime pas les mous, les épatistes, les stratèges du petit pas. Il leur préfère le sur-place des purs et durs en attente du grand soir de la libération. C'est dommage.

Pierre me reproche, ainsi qu'au MONOCOQ, de vouloir remettre dès maintenant le pouvoir politique aux citoyens du Québec appelés à s'approprier enfin leur constitution, pour en faire l'arme par excellence de leur démocratie ; ce qui serait le meilleur moyen de pédagogie civique auprès des Québécois de toutes souches et de tous âges.

Je suis de plus en plus convaincu de la nécessité de ce passage obligé vers un avenir national : quel qu'il soit, celui-ci n'a aucune chance de réussite s'il ne se fonde d'abord sur un patriotisme prenant sa source dans la fierté qu'une bonne constitution inspire à la nation.

« Foin d'une constitution monarchique ! » C'était le titre d'un article rédigé par Pierre au nom du Cercle Godin-Miron, publié dans *Le Devoir* du 19 mars 2002 à propos du projet du Mou-

vement pour une nouvelle constitution québécoise (MONOCOQ), et qu'on peut lire, avec ma réplique, dans mon dernier bouquin, **Pour sortir de l'impasse: un Québec républicain!** (Édition Varia, 2003).

Abolir la monarchie québécoise et fonder expressément la république: j'en suis ! Je crois, en effet, que le Québec doit dès maintenant réclamer l'abolition de la fonction de lieutenant-gouverneur et proclamer dans sa constitution que cette fonction symbolique serait dorénavant exercée par une personne désignée par notre Assemblée nationale sur la proposition du premier ministre et du chef de l'opposition officielle. [...]

La constitution que les Québécois se donneraient maintenant pourrait fort bien être celle qu'un Québec indépendant pourrait conserver. L'indépendance nous libérerait évidemment des lois constitutionnelles canadiennes de 1867 et de 1982, et le Québec recouvrerait ainsi la plénitude de sa souveraineté, désormais exercée exclusivement par notre Assemblée nationale et les autres institutions démocratiques déjà établies par la constitution de la République québécoise.

Il n'y a pas de raison qui vaille d'imposer au Québec d'aujourd'hui une moins bonne constitution que celle que pourrait se donner le Québec de demain si jamais il parvient à l'indépendance. Comme Pierre, j'aimerais que celle-ci advienne le plus rapidement possible, mais je pense qu'aucun de nous ne peut prédire quand elle se réalisera, ni même qu'elle se produira. [...]

MARC BRIÈRE

Écrivez-nous !

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

PLOGUES

IRIS Institut de recherche et d'informations socio-économiques

Mondialisation et travail

L'IRIS, une petite boîte de gauche, publiait dernièrement une brochure sous la plume de Pierre-Antoine Harvey. Celui-ci s'applique à expliquer sous une forme accessible les impacts de la mondialisation sur le monde du travail: stagnation et baisses des salaires, délocalisations d'usines et créations de zones franches, perte du pouvoir de négociation, précarisation des emplois, etc. Un indispensable pour connaître les plans des patrons qui veulent détruire les acquis de plus d'un siècle de luttes ouvrières.

Pierre-Antoine Harvey, *Mondialisation et travail*, 68 pages. Disponible à l'IRIS: (514) 847-9034

Pour égayer votre 1^{er} juillet et votre déménagement

Les productions Québec-Libre viennent de sortir le volume 2 de leur compilation de chansons engagées, intitulée *Toujours Debout!* Parmi les artistes qui y figurent, notons Les skalcooliques, Capitaine Révolte, Starbuck et les impuissants, Fleurdelyx et les affreux Gaulois, ainsi que 12 autres. On se le procure chez les bons disquaires alternatifs ou en appelant au (450) 646-4318 ou au (514) 916-6578.

Un nouveau joueur dans le paysage médiatique

Afin de contrer la désinformation systématique dont elle est l'objet par l'Union des producteurs agricoles et son hebdomadaire *La Terre de chez nous*, l'Union paysanne lance son propre mensuel, *L'Union paysanne, le journal*. Le premier numéro, qui porte sur la région du Saguenay-Lac-St-Jean, sera envoyé à tous les membres. On peut se renseigner sur le site du syndicat: www.unionpaysanne.com. Bonne chance aux paysans !

Deux spectacles au Lac Castor de St-Paulin

La coopérative du lac Castor de St-Paulin en Mauricie se joint aux Productions Subites pour présenter deux spectacles sur le bord du lac le 12 juillet. Ivy et Reggie ouvriront la soirée et Tomàs Jensen et ses Faux Monnayeurs viendront clore une soirée qui s'annonce mémorable. Emmenez vos tentes, vos instruments et votre bonne humeur, les festivités dureront toute la fin de semaine. Tous les équipements plein air, embarcations et accès aux sentiers pédestres sont mis gratuitement à la disposition des gens présents. Billeterie Articulée: 514-844-2172 www.productions-subites.com Aux berges du lac Castor: 819-268-3339 www.laccastor.com

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...

| | | | |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Individus: | 20 \$ | ou soutien | _____ \$ |
| <input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif: | 25 \$ | ou soutien | _____ \$ |
| <input type="checkbox"/> Entreprises/institutions: | 40 \$ | ou soutien | _____ \$ |
| <input type="checkbox"/> Abonnement cadeau: | 40 \$ | ou soutien | _____ \$ |
| Groupe d'âge: | <input type="checkbox"/> 19 à 25 ans | <input type="checkbox"/> 26 à 35 ans | <input type="checkbox"/> 36 à 49 ans |
| | <input type="checkbox"/> 50 à 64 ans | <input type="checkbox"/> 65 ans et + | |

Nom _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____ Courriel _____

Faites votre chèque à l'ordre des Éditions du Berger Blanc C.P. 113 Rimouski (Québec) G5L 7B7

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: **Le Couac**

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: **Le Couac.**



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____ Courriel _____

Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 2N6 Téléphone: (514) 521-5499 Télécopieur: (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Gabriel Ancil, Pierre de Bellefeuille, Sébastien Blais, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Jean-René David, Thomas Déri, Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc, René O. Girard, Clode de Guise, David Ledoyen, Martin Petit, Michel Rioux, Marco Silvestro, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Valentin Tardi, Les Zapartistes.

Illustrations: Simon Banville, Boris, Bobidoche, Charb, Luc Giard, Honoré, Luz, Matt Mahlen, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec



Progressistes les garderies à 5 \$?

En septembre 1997, le gouvernement du Québec instaurait les garderies à 5 \$ en présentant ce volet de sa «politique familiale» comme une mesure progressiste. Beaucoup de gens ont alors porté leur attention sur le coût minime du service sans évaluer tous les impacts financiers et fiscaux que celui-ci impliquait.

PRÈS DE SIX ANS APRÈS l'instauration des premières places à 5 \$, un constat s'impose : pour plusieurs personnes, cette politique a été bénéfique tandis que pour les plus pauvres d'entre nous, elle a contribué à les appauvrir et ce, depuis sa mise en place.

Prenons l'exemple d'une mère monoparentale aux études ayant un enfant à charge afin de comprendre l'incidence de cette politique sur les personnes à faible revenu.

Avant la venue des garderies à 5 \$, cette personne devait payer environ 15 \$ par jour pour une place de garde en milieu scolaire pour son enfant ; ce coût comprenait tous les frais exigés. Avant septembre 1997, à cause du faible revenu de la mère, le gouvernement du Québec subventionnait ce coût à environ 66 %, ce qui ramenait la dépense réelle à près de 5 \$ par jour. À la fin de l'année, la mère recevait un reçu d'impôt pour frais de garde égal au nombre de jours où l'enfant a fréquenté l'établissement multiplié par 5 \$. Parce que le revenu de la mère n'excédait pas 26 000 \$, elle avait droit au remboursement maximum du *Crédit d'impôt remboursable du Québec pour frais de garde*, c'est-à-dire 75 % du montant total payé. C'est donc dire que sur chaque 5 \$ payé, elle recevait quelque 3,75 \$ en retour d'impôt, ce qui avait pour effet de ramener le coût d'une journée de garderie à 1,25 \$ par jour. Même si cette mesure se

situait loin de l'idéal de la gratuité pour les personnes à faible revenu, il était tout de même possible de parler d'une mesure plus progressiste que celle actuellement en vigueur.

Depuis septembre 1997, cette même personne doit donc payer 5 \$ par jour qui n'est plus admissible au *Crédit d'impôt remboursable du Québec pour frais de garde*. De plus, elle doit payer 3 \$ par jour pour les repas et 3 \$ par semaine afin de compenser les coûts des journées pédagogiques. Clairement, elle paie beaucoup plus qu'avant et ne peut recevoir d'aide gouvernementale que pour les montants excédants le 5 \$ obligatoire. En bref, cette mesure censée favoriser les plus démunies lui coûte près de 950 \$² de plus qu'avant la naissance du service à 5 \$.

On peut alors se questionner sur les 100 000 personnes qui viennent tout juste de signer une pétition en faveur du maintien des garderies à 5 \$. Savent-elles que, dès septembre 1997, cette mesure constituait un recul pour les gens les plus pauvres d'entre-nous?

On pourra au moins dire qu'un journaliste a fait son travail puisque Radio-Canada a abordé le sujet. Un reportage avait révélé que le régime des garderies à 5 \$ pouvait faire perdre plus de 1 300 dollars par année aux familles dont les revenus étaient inférieurs à 40 000 \$. Pour une famille monoparentale dont le revenu était de 27 000 dollars et qui comptait deux enfants dont un à la garderie, la perte s'élevait à 1 460 dollars en crédits fiscaux divers. Pour que la garderie à 5 \$ soit avantageuse pour cette famille, leurs revenus devaient atteindre 45 000 \$. À 60 000 dollars, cette même famille épargnait 840 \$. Pire encore, grâce à ces crédits d'impôts non réclamés, Ottawa a épargné au moins 50 millions annuellement en prestations fiscales.³

Évidemment, du côté des services plus dispendieux, un tout autre scénario se dessine. Les frais de garderie des riches sont toujours admissibles, ce qui veut dire que malgré le manque de place pour les enfants des parents qui n'ont pas grands moyens, on finance les services de garde de ceux qui ne manquent pas de place et qui ont plus que les moyens. En 1999, les budgets provincial et fédéral contenaient une mesure faisant passer la déduction maximale pour les frais de garde de 5 000 \$ à 7 000 \$ pour les enfants de moins de 7 ans et de 3 000 \$ à 4 000 \$ pour les enfants de 7 à 16 ans. En haussant ces seuils, les deux paliers de gouvernements savaient très bien qu'ils s'adressaient aux familles capables d'acquitter de tels frais.

Quand un gouvernement prend le temps de modifier un programme, on se doute bien qu'il en évalue tous les aspects, y compris ceux touchant au régime fiscal. Ce n'est pourtant pas ce qui a empêché le gang à Charest, ce gouvernement de la «famille», d'annoncer la hausse du coût des garderies de 5 à 7 \$. Je vous laisse le soin de deviner qui gagnera et qui perdra grâce à cette mesure.

MARTIN PETIT

- 1 Le calcul du gouvernement du Québec s'effectuait ainsi : revenu net de la personne **moins** 26 000 \$. Dans le calcul qui suit, tous les revenus en bas de 26 000 \$ sont ajustés à 0. Les gens se situant entre 0 et 1 000 \$ recevaient 75 % de ce qu'ils avaient payé ; entre 1 000 \$ et 2 000 \$, ce taux passait à 70 % ; entre 2 000 \$ et 3 000 \$, à 65 % ; entre 3 000 \$ et 4 000 \$, à 60 % ; entre 4 000 \$ et 5 000 \$, à 55 % ; entre 5 000 \$ et 6 000 \$, à 51 % ; entre 6 000 \$ et 7 000 \$, à 47 % et entre 7 000 \$ et 10 000 \$, à 44 %.
- 2 La mesure lui coûte : 3,75 \$ de plus par jour et 3 \$ pour les repas par jour auquel s'ajoute le 3 \$ par semaine, les deux derniers montants donnant droit au *Crédit* de 75 %. À 200 jours sur cinquante semaines, on obtient 937,50 \$.
- 3 SRC, *Les garderies à 5 dollars peuvent coûter cher*, *Montréal Ce Soir*, 3 mai 2000. Recherche avec «garderie» sur le site de Radio-Canada : <http://radio-canada.ca/nouvelles/>

Logique électorale

Un conseiller municipal mont-réalais dit «*je m'en crisse, du maire*» (parce que ce dernier change de discours sur les fusions municipales) et est expulsé du parti. Peter McKay, nouveau chef du Parti progressiste-conservateur, fait alliance avec un opposant pour se faire élire, au grand dam de ses supporters. Pierre Bourque revient à la tête de Vision Montréal après sa défaite électorale avec l'ADQ. Jean Charest et les défusionnistes deviennent «adhésionnistes». Tout va pour le mieux, mesdames et messieurs, dormez sur vos deux oreilles, nos politiciens veillent à assurer l'illogisme dans «le plus meilleur pays du monde» pour s'y faire élire en disant n'importe quoi. Et on les élit!

Sans issue

Interrogée sur les ondes de la Première Chaîne de la SRC au sujet de sa mise en scène de la pièce *Appelez-moi maman*, Denise Filiatrault a expliqué que cela «ne va pas aussi loin que *Les monologues du vagin*, enfin que, oui, on va aussi profond mais ailleurs».

Cœur volage

Bourque revient à la direction de Vision Montréal, lui qui considère que Montréal est «une femme» qu'il ne peut sortir «de son cœur, de ses tripes et de sa tête», malgré son escapade adéquate. Pauvre Pierre, déchiré entre ses multiples amours : les fleurs, le pouvoir, la Chine, Montréal, le pouvoir, l'ADQ, le pouvoir, les femmes, le pouvoir...

Attaque à la langue française : après «Second Cup», «Coffee Time»



Pourrions-nous tout de même faire un effort pour stopper cette infiltration dans nos parages? Ces affiches en gros plan, qu'on le veuille ou non, sont tout de même un affront à la langue dominante, un manque de respect à la loi 101. Nous sombrons dans le laxisme, comme si on disait «c'est pas grave, c'est juste une affiche». Ce n'est pas une simple affiche, c'est un coup de poing sur la gueule des Québécois.

RENÉ O. GIRARD

EN MÊME TEMPS que prolifèrent les petits cafés, prolifèrent aussi les appellations non contrôlées pour les désigner. De nos jours on va prendre notre café et notre croissant nature chez Starbucks, chez Second Cup et le tout dernier en lice Coffee Time. Passe toujours pour les deux premiers, on en a pris l'habitude dirait-on, comme on a accepté depuis longtemps Dunkin' Donuts. Il y a bien eu quelques pétards dans les poubelles chez Second Cup mais bon, rien pour nous secouer les baskets françaises.

Centre-Sud

Le con
dos au passé
de ce que pouvait être le quartier avant son arrivée
profite de sa nouvelle vie de parvenu pas dans rue
du haut de sa t'es race de «winner»
d'un air suffisant et descendant, quelque peu pédant et fendant
il constate avec joie toute l'efficacité de son mode de vie de nombril
qui agit comme du Raid à coquerelles autour de lui
un beau gars rage de belles autos
et un foyer qui le tient au chaud
soudain : «Il facho, dehors, dans la rue, elle est mal fréquentée!», se dit-il
«Je vais dénoncer cet acte qui nuit à mon sommeil!», dit Urne
il réalise avec effroi que son insecticide-génocide des différences
ne fonctionne pas toujours avec succès dans son entourage de rats,
comme sur le Plateau, à Rosemont ou dans Villeray
apeuré dans sa dangereuse sécurité,
il fait appel en professionnel de la délation
à ces experts en extermination
à défaut, mon beau, de ta matraque sur ma po-lisse
frappe à queue mieux mieux sur ces jeunes chiens de gueux
chasse plus loin cette vermine
qui pourrait m'appeler mes origines
je ne veux plus d'enfants qui crient dans les rues,
de bordels aux mots crus
et de ces partys de morts-vivants qui me tuent
je veux nettoyer ce centre-ville
et le rendre aussi endormant
que le soleil couchant
Le quartier gay, c'est le (Faubourg) Québec ouvert et tolérant
qui ne doit pas se mettre les pieds dans la tire Sainte-Catherine
de ces plats de (Faubourg à) m'lasse stagnant.
Laissez exister une des dernières places
où l'on peut voir la réalité en face.

SÉBASTIEN BLAIS



Cauchemar alimentaire canadien

Une vache folle avec un masque protecteur contre le SRAS qui se fait piquer par un moustique porteur du Virus du Nil occidental. Le tout abreuvé d'eau remplie de nitrates et de bactéries E. Coli. Bon appétit!

Bonne nouvelle

Ça va mal au *National Post*, propriété de Canwest Global dont le dictateur Izzy Asper veut concentrer les activités et impose depuis plusieurs mois des éditoriaux écrits par sa valetaille. Le quotidien conservateur met à pied des journalistes, réduit son tirage et tente de juguler ses pertes de 200 millions de dollars. On voudrait bien verser une larme pour nos collègues «journalistes», mais on va plutôt s'ouvrir une bière et festoyer.

Les petits fruits québécois sont-ils équitables?

L'Union des producteurs agricoles (UPA) se bat comme un cochon dans son lisier afin de convaincre le nouveau gouvernement de prolonger la dérogation à la *Loi sur les normes du travail* dont jouissent les producteurs maraîchers qui utilisent des jeunes cueilleurs l'été. Ceux-ci profitent en effet d'une clause qui ne les soumet pas au devoir de payer le salaire minimum, compte tenu des «particularités» du secteur. Laurent Pellerin, grand bonze de l'UPA et producteur porcin qui demeure en ville et visite son usine à cochons quand il n'a rien d'autre à faire, s'insurgeait (le contraire nous eut étonné!) contre la «catastrophe» de la réforme qui pourrait abolir cette dérogation (*La Terre de chez-nous*, 08-05). On apprend dans la livraison de mi-juin de cet hebdomadaire spécialisé dans la propagande agro-industrielle que les agriculteurs ont été entendus.

En effet, le gouvernement Charest a accepté d'exclure pour encore un an les travailleurs affectés «à des opérations non mécanisées reliées à la cueillette de légumes de transformation et de fruits» de l'application de la loi (*La Terre de chez nous*, 12-06). Ces travailleurs sont presque en totalité des adolescents, non syndiqués, sans contrat de travail, employés à la journée et qu'on peut mettre à la porte en tout temps. Bref : qui n'ont aucun droit.

Par ailleurs, sachez que la Fédération des producteurs maraîchers du Québec (FPMQ), affiliée à l'UPA, recevra près de 125 000 \$ par année de la part de l'Association des jardiniers maraîchers du Québec (AJMQ) pour continuer ses activités de lobbying auprès des ministères concernés. Gageons que, cet été, les jeunes cueilleurs n'auront quand même pas droit à un lunch gratuit pour célébrer la continuation de leur esclavage.

Il serait peut-être temps de développer un «label équitable» pour les produits maraîchers québécois, lesquels sont écoulés à 50% aux États-Unis. Surtout que de plus en plus de travailleurs mexicains sont «importés» chez nous pour venir cueillir ces fruits et légumes, parce que même nos adolescents ne veulent plus endurer ces conditions de travail.

LE COUAC DES CHAMPS

OGM

Selon Sheila Copps, ministre du patrimoine canayen, Paul Martin aurait transformé le caucus libéral en «un monstre à deux têtes». *Le Couac* a appris que Monsanto a déposé une poursuite contre le PLC pour utilisation frauduleuse de technologie brevetée. Paul Martin se défend en affirmant vouloir céder la gestion de la deuxième tête à une fondation privée (comme il a voulu le faire pour sa compagnie Canada Steamship Lines) enregistrée dans un paradis fiscal qu'il créera sur la Terre de Baffin.



La crotte de nez sur une nappe

CA SE PASSAIT l'autre matin chez Bazzo. Pour ne pas être en reste, alors que depuis des semaines flagorneurs de service, faiseurs de courbettes, flatteurs en tous genres, thuriféraires de l'ordre établi n'avaient de cesse d'encenser Denys Arcand et ses *Invasions barbares*, ne manquait plus que l'expression songée de l'ineffable Mario Roy, de La Presse: «*Intelligent. Arcand est un cinéaste intelligent, contrairement par exemple à Falardeau, qui se sent obligé de faire flasher une lumière rouge pour dire qu'il est séparatiste. Arcand est plus subtil. Avec lui subsiste toujours une certaine forme d'ambiguïté.*»

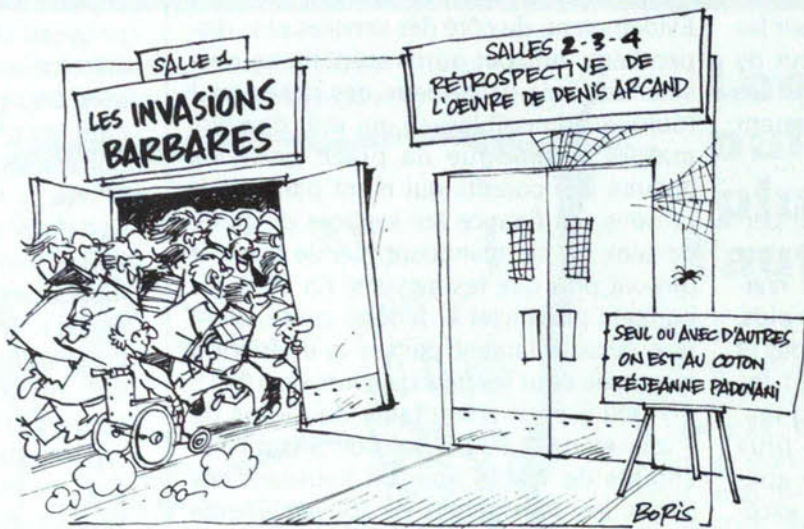
Voilà, c'est dit. L'ambiguïté est désormais l'étalon de l'intelligence.

Les fleurs de M. Roy sont sujettes à caution pour plusieurs. Mais certainement pas pour Arcand, qui se gargarise à l'eau de rose depuis plusieurs semaines. On dit de lui qu'il est un scénariste rigoureux et que les comédiens qu'il dirige n'ont pas droit à l'improvisation: on ne sort pas du texte avec lui. Il faut donc aller au scénario lui-même pour ne pas se laisser distraire par l'excellent jeu des comédiens. C'est à ce moment qu'on comprend.

On comprend que les laudateurs de Denys Arcand prennent pour de la lucidité ce qui est plutôt du cynisme. On comprend qu'ils prennent pour une certaine distanciation ce qui n'est pas autre chose que de l'indifférence. Qu'ils prennent pour de la hauteur ce qui n'est rien d'autre que du mépris.

Nous sommes véritablement en présence d'un cinéma d'auteur. En effet, on ne peut comprendre *Les Invasions barbares* et en saisir tout le sens qu'en les regardant à travers le prisme de la trajectoire personnelle de leur auteur. Une trajectoire classique, banale. Une trajectoire empruntée par des dizaines d'autres, qui gauchisaient à fond de train dans leur jeunesse pour mieux renier aujourd'hui leurs illusions perdues. Combien de M-L de la stricte observance, combien de militants de lutte et de trotskistes ont défroqué depuis pour mieux suivre leurs actions en bourse? Victor Hugo demeure une exception, qui a commencé sa carrière comme sénateur d'extrême-droite pour la finir député d'extrême-gauche après la Commune de Paris.

On ne peut comprendre le dernier film de Denys Arcand que si on oublie qu'avec Gérard Godin, il a réalisé le film *On est au coton*, portant sur les travailleurs de l'industrie du textile, un film que la direction de l'Office



national du film a refusé de diffuser durant des années. Si on ne se souvient plus de Réjeanne Padovani, une critique caustique des relations troubles entre le monde de la politique et le monde des affaires. Si on ne se rappelle pas qu'il a réalisé pour la CSN un film dénonçant les piètres conditions de travail des employés d'hôpitaux. (30 ans plus tard, dans *Les Invasions barbares*, c'est comme si ces employés syndiqués dirigeaient l'hôpital et se faisaient une spécialité de piquer les ordinateurs dans les chambres des patients...) Si, surtout, on passe sous silence *Le confort et l'indifférence*, ce documentaire désabusé réalisé après le référendum de 1980.

«*L'histoire de l'humanité, ma soeur, c'est une histoire d'horreur*», dit Rémy après avoir lu à voix haute une réflexion de Saint-Simon «... *Écrire l'histoire de son pays et de son temps, c'est se conter à soi-même le néant du monde...*»

Arcand ne croit plus à rien. Arcand est revenu de tout. Mais Arcand demeure capable de jouer avec les émotions des spectateurs. En entendant les commentaires des critiques et des spectateurs, on pense à Rabelais disant de Gargantua qu'il pleurait comme une vache mais tout soudain riait comme un veau.

Mais le sujet et l'objet de ces rires et de ces pleurs, c'est nous, peuple à ses yeux dégénéré, qui n'a pas su se montrer à la hauteur, et que l'auteur regarde froidement, comme un snob qui regarderait une crotte de nez sur une nappe.

Il y a longtemps que Denys Arcand ne demeure plus dans le bas de la ville. Falardeau y reste encore. Sans doute ceci explique-t-il cela.

MICHEL RIOUX

Les Ti-Counes de Denys Arcand

DANS LE FILM *Les Invasions Barbares*, le fils de Rémy déclare que le Québec est une province de Ti-Counes. Peut-être. Après tout, deux fois plutôt qu'une en l'espace de quinze ans, les Québécois se sont déclarés satisfaits d'être gouvernés par les autres. Et voilà qu'ils s'offrent maintenant un premier ministre très apprécié du Fraser Institute. Ce qui permet également au petit Stéphane Dion de respirer un peu. L'interprétation généralement donnée au film de Denys Arcand semble démontrer que nous aimons les Ti-counes.

chacun ayant sa petite subvention à protéger.

Mais est-ce que le film d'Arcand est si représentatif du Québec de 2003? Un Québec avec une majorité de Ti-Counes, prêts à se faire acheter, incapables de se lever pour une cause. Ce n'est pas, en tout cas, le Québec qu'on a senti le 15 mars quand deux cent mille personnes avaient envahi les rues de Montréal pour dire «Non à la guerre». Une foule dans les six chiffres alors qu'elle n'était que dans les cinq le même jour à Toronto! Des gens très différents des Ti-Counes de Denys Arcand.

Dans son *Déclin de l'Empire américain* de 86, Denys Arcand montre des profs d'histoire en perte d'idéal. Au lieu de se dire «à la prochaine» après la défaite référendaire, ces intellos sont plutôt tombés dans une sorte de marivaudage sexuel. Leur désabusement est encore plus grand dix-sept ans plus tard. Sur la galerie du chalet, les amis de Rémy font un retour aux époques où ils vibraient encore pour des idées: «*Nous avons été existentialistes - nous avons ensuite adhéré au marxisme - puis au trotskisme - au souverainisme - et au structuralisme*». De nos jours, aucune idéologie ne les nourrit. Même plus l'hédonisme débridé. Il n'y a que le confort et l'indifférence qui les intéressent.

Il se peut que les Québécois soient confrontés un jour à une situation similaire à celle vécue jadis par des Hollandais coincés par les desiderata des puissances entourant leur territoire. En 1672, l'ambassadeur français avait averti le *stadhouder* que son patron n'appréciait guère la liberté de presse accordée aux Néerlandais. Un an plus tard, Louis XIV décidait d'envahir le pays. Unique justification: le droit du plus fort. Les Hollandais se levèrent en masse et freinèrent l'avance des troupes de Turenne en inondant les terres aux abords d'Amsterdam. Ils ouvrirent une autre digue, idéologique celle-là: les capitales européennes furent inondées de pamphlets dénonçant l'invasisseur.

Dans les interviews qu'il accorde, Arcand déblatère à tout coup sur le système hospitalier québécois qu'il considère être «*le plus pourri des pays développés*». C'est comme si son film était une commande de l'Institut économique de Montréal et qu'il avait consulté Claude Picher de *La Presse* avant d'en écrire le scénario. Rémy et ses amis, tous anciens ML désabusés, ne sont pas tant les héros du film que ce jeune Sébastien qui a toutes les audaces. Il est un personnage post-moderne, converti aux vertus du marché. Et homme pressé. Voulant vite savoir sur la maladie de son père, il appelle une ambulance pour le pays de Cocagne des malades...avec fils parvenu. Maladie incurable? Bof. Faisons trépasser le papa en douce. Sans qu'aucun des amis de l'euthanasié ne dise mot.

La grande majorité des manifestants qui ont envahi les rues de Montréal le 15 mars dernier ne ressemblent ni à Sébastien ni aux amis de Rémy, mais aux Hollandais de 1673 épris de liberté. Et aux personnes, réelles cette fois, que l'on voit et entend dans *L'erreur boréale* et *Bacon, le film*. Et si Denys Arcand était en fait un cinéaste aussi engagé que les Desjardins, Monderie, Latulippe et Falardeau? Et si sa charge contre notre système de santé au moment de la sortie des *Invasions* ne servirait qu'à jeter de la poudre aux yeux à la gang de Téléfilm Canada?

Mort douce et sans souffrance: symbole de l'étouffement progressif que certains tentent d'administrer au Québec et dont si peu d'universitaires et d'artistes se formalisent,

Il aurait donc l'étoffe d'un subversif travaillant sur le subconscient des Québécois pour que, par un processus subliminal, ceux-ci rejettent en eux les Ti-Counes version Sébastien. Son film deviendrait alors un antidote contre les intellectuels blasés.

CLAUDE G. CHARRON

L'Affaire Guindonville – Suite et fin?*

AU MOMENT où vous lirez ces lignes, plus précisément le 4 juillet, sept ménages de Val-David se verront vraisemblablement couper l'électricité et, deux semaines après, démolir leur maison pour les remplacer par un magnifique lac d'asphalte, un stationnement pouvant accueillir 300 bagnoles de touristes.

Comment expliquer une telle aberration? Comment expliquer qu'on jette des gens à la rue pour construire un stationnement en pleine crise du logement, alors que d'autres terrains ne nécessitant pas d'expropriation sont disponibles?

J'allais en conclure que la bêtise humaine n'a pas de limite lorsque je tombai sur le «*Petit guide des Invasions barbares à l'usage des bien nantis*» publié récemment aux Éditions CouacWorld Inc. Cet ouvrage de référence fut écrit justement pour aider la plèbe – embourbée comme moi dans une bouillie de bons sentiments – à comprendre ce qui motive nos dirigeants et peut-être, un jour, à les aimer. Oui, à les aimer, même s'ils câlissent nos maisons à terre! «Car derrière ces quelques sacrifices, le simple quidam se voit montrer la voie du progrès par ses guides éclairés et, grâce à leur magnanimité, a le privilège d'y participer», comme on peut lire dans la préface...

Nous reproduisons donc ici le chapitre intitulé «*Grille d'évaluation d'une Invasion barbare réussie*» qui permet une analyse moins émotive et plus rationnelle de l'Affaire Guindonville. Pour chaque règle énoncée, il s'agit de voir si un événement récent de l'expropriation de Val-David y correspond. Plus il y a de règles respectées, plus l'invasion sera considérée comme barbare. Comme la mondialisation capitaliste constitue l'archétype de l'invasion barbare réussie, on a donné, pour chaque règle, un exemple de la médecine à appliquer à ses opposants.



| Règle | Exemple | À Guindonville |
|---|--|---|
| #1: Toujours protéger la quietude des nantis et l'argent qui vient avec. | Le droit au profit des entreprises qui les place au-dessus des lois. Ou encore, l'État servile qui cautionne les traités commerciaux et les paradis fiscaux. | Les propriétaires de l'Hôtel la Sapinière refusent de continuer à offrir l'accès à leur stationnement pour les randonneurs sous prétexte que cela nuit à la tranquillité de leurs clients. La mairie de Val-David se voit «dans l'obligation» de trouver un autre emplacement. |
| #2: Prendre de vitesse les citoyens en adoptant des lois avant qu'ils ne soient informés des enjeux. | On a vu le procédé à l'oeuvre avec l'AMI, heureusement démasqué. Mais la désinformation se poursuit avec son clone, la ZLÉA, dont on taillait le plus possible les véritables enjeux. | En mai 2002, la municipalité se vote un emprunt de 500 000\$ pour la construction d'un stationnement de 300 places et d'un chalet d'accueil. Ni le projet ni la demande d'emprunt n'ont été annoncés dans les médias locaux avant son élection par le conseil municipal et la grande majorité des citoyens se sont retrouvés devant le fait accompli. |
| #3: Utiliser une langue de bois qui pervertit le sens des mots jusqu'à leur faire dire leur contraire. | Le «libre-marché» ou le pouvoir économique comme «moteur de la démocratie» qui ne sont évidemment rien d'autre que la privatisation du profit et la socialisation des coûts. | Un rapport interne, réalisé par le directeur-général de Val-David, André Desjardins, établit dans la liste des avantages au projet: «débarrasse le village d'un bidonville» (voir les photos de Guindonville qui ressemble plus pour moi à éco-village harmonieux) et «situé près de l'entrée de KM 42» (une entreprise de location de chalets que la mairie semble apprécier mais dont l'esthétique n'est pas sans rappeler les bungalows de Brossard). |
| #4: Miser sur l'épuisement des militants pacifistes en rendant leurs manifestations inutiles. | Lors du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, les syndicats acceptent de marcher dans des champs déserts à des kilomètres du mur de la honte. Ils se font même féliciter par Jean Chrétien... | Le 1 ^{er} février 2003, une marche pacifique rassemble plus de 200 manifestants. Un pétition de 1225 citoyens s'opposant au projet fut ensuite ignorée par la mairie sous prétexte qu'une pétition n'a pas «valeur légale». Une seconde pétition de 500 signatures demande l'intervention du ministre des Affaires municipales André Boisclair. Suggestion du ministre: construire des HLM. Réponse du directeur général de Val-David: on n'en a pas besoin! |
| #5: Faire appel à la police pour harceler et arrêter les militants les plus actifs peu importe le prétexte. | Les multiples arrestations de militants charismatiques comme Jaggi Singh pour des raisons aussi graves que celle d'avoir été à proximité d'une catapulte à nounours... | Le 13 juin dernier, un des locataires les plus impliqués dans la défense de Guindonville, M. Robert Landry, a reçu des policiers qui passaient devant sa demeure aux demi-heures environ une amende de 100 \$ pour avoir promené son chien sans sa laisse... sur son propre terrain! Ils lui ont aussi fait signer une promesse de comparution au sujet d'un mandat antérieur pour possession d'arme blanche (un couteau Opinel pour aller en pique-nique...). |
| #6: Intimider ceux qui se retrouvent pris dans des procédures légales en s'appuyant sur des lois faites par et pour l'establishment... | Tous les procès passés, en cours et à venir subis par des militants arrêtés de manière arbitraire et par centaines lors des manifestations anti-mondialisation des dernières années. | Les locataires vont jusqu'en en Cour supérieure pour tenter de repousser jusqu'au 31 octobre leur éviction prévue le 1 ^{er} juillet. Le 2 juin dernier, le juge Pierre Journeault rejette la demande des locataires. Selon ces derniers, le juge semblait les prendre pour des hurluberlus qui paient encore un loyer de 150\$ à 300\$ par mois. De plus, une représentante du BS était dans l'assistance et prenait des notes, gracieuseté de l'avocat de Couronne... |

Comme vous le voyez, toutes les règles ont été suivies avec soin et l'on peut donc en conclure que l'expropriation des résidents de Guindonville est une Invasion Barbare parfaite!

En terminant, souvenez-vous: que ce soit pour une manif anti-mondialisation typique, une action des sans-emploi, des entartistes, des activistes non-violents pratiquant la désobéissance civile et à plus forte raison des pouilleux résistant activement, appliquez ces six règles et vous verrez la dissidence fondre comme neige au soleil...

Et surtout, ne vous laissez pas amadouer par leur site web au <http://www.guindonville.ca> qui expose sans pudeur aucune leur tristesse et leur révolte. Adressez plutôt vos lettres de félicitation à info@valdavid.com ou mieux à andredesjardins@valdavid.com

BRUNO DUBUC

* Cet article relate les faits survenus à Guindonville depuis l'article du Couac de mars dernier disponible sur notre site web au http://www.lecouac.org/article.php?id_article=76

Le prix de la repentance

Cet article était destiné à l'Action nationale, qui n'a pas pu le publier, car le numéro devait être consacré exclusivement aux dernières élections. La revue l'a cependant mis sur son site Internet à la fin de mai. En voici une version abrégée.

L REFUS CATÉGORIQUE de quatre des principales puissances d'appuyer la guerre d'Irak ne pouvait s'expliquer dans la perspective de cet événement seul. Les intérêts immédiats de la Russie et de la France auraient plutôt conduit ces deux pays à composer avec un envahisseur que, de toute façon, ils ne pouvaient empêcher d'agir. Or, loin de composer, ils ont contrarié carrément ses volontés, avec l'appui de la Chine en retrait et d'accord avec l'Allemagne, qui s'était compromise la première.

Cette coalition du refus ne saurait guère s'expliquer par des intérêts de court et même de moyen terme. On ne braque pas les États-Unis comme on l'a fait sans que cela ne pointe vers une politique à venir assez vertigineuse. Un heurt diplomatique aussi dur paraît exiger une explication géopolitique de longue portée.

Les quatre grands pays devaient seulement savoir que le monde et en particulier les grandes nations ne peuvent continuer à cautionner les ambitions hégémoniques de Washington.

Comment raisonner autrement? Le refus annonçait indirectement que la France, l'Allemagne, la Russie et la Chine ne se subordonneraient pas à Washington, ne se soumettraient pas, ne se laisseraient pas, à terme, réduire au rang de satellites. C'est comme un signal qui venait d'apparaître. On arrivait à un carrefour. Sinon l'événement

de mars au Conseil de sécurité signifierait absurdement que quatre puissances majeures auraient fait un choix ponctuel, de l'importance qu'on sait, sans que celui-ci ne soit aussi l'ébauche d'une politique fondamentale.

Les dissidents devaient voir qu'au-delà du partage escompté du butin de l'Irak, une loi de l'histoire, bien plus lourde, de bien plus de conséquence, risque de dominer éventuellement les nations. La puissance impériale à son zénith partagerait peu de chose. Les pays devraient alors néanmoins accepter la politique de Washington. En ce sens entre autres, il n'y aurait plus de monde libre, plus de puissances à part l'américaine. On peut très bien prévoir un monde libre qui par rapport aux USA ne le serait plus. Les dés seraient jetés. Dans un certain avenir, la partie serait finie. Le monde ne connaîtrait plus de contrepoids. Tout devrait en fin de compte obéir. Or l'histoire a toujours refusé ce calcul.

Le refus des puissances devant Washington signifiait que quelque chose allait devoir se construire devant l'Amérique. Avant qu'il ne soit trop tard.

Mais tout de même la question reste de savoir si le clivage ayant eu lieu se maintiendra. Ce n'est pas sûr. D'énormes intérêts particuliers cherchent toujours à déstabiliser ces États. Ces derniers, d'ailleurs, ne voudraient pas se marginaliser par les conséquences d'une politique mal assise.

Chirac n'a-t-il pas « pris la responsabilité d'ouvrir une grave crise avec les États-Unis? » se demande-t-on. Des médias s'inquiètent.

Il y aurait urgence, dit-on, à réaffirmer la solidarité de la France « avec ses deux prin-

cipaux alliés que sont la Grande-Bretagne et les États-Unis » et, en somme, à exprimer plus ou moins du regret, à revenir d'une certaine façon en arrière.

Or, c'est bien joli, mais il y a un hic: c'est que cette guerre ne s'arrête pas à l'Irak. Oublie-t-on ce léger détail dans de telles idées d'accommodement et de raccommodage? À quoi servirait-il de rentrer en grâce? Un peu plus tard, le même problème, exactement le même, se posera ailleurs, à propos de la Syrie, ou de l'Iran, ou de quelque autre pays. Une enfilade de guerres, c'est le programme de Bush, maintes fois annoncé. Alors ne faudra-t-il pas dénouer à nouveau des liens qu'on aurait renoués? Comment le pourrait-on?

Les USA espèrent sans doute pareil ressac européen, autrement dit une deuxième manche, où ils reprendraient tout leur avantage. Si la France se met dans la situation d'avoir à répéter à partir de zéro l'effort considérable qu'elle a fourni dans les six derniers mois, il semble clair qu'elle ne le pourra guère et donc qu'elle ne le fera pas. Il faudrait recommencer toute cette histoire. La pente ne serait plus de ce côté. Le faire équivaldrait à un deuxième tour de force. Cela ne serait pas envisageable.

Quand on jongle avec l'idée de rentrer en quelque sorte dans le rang, il faut savoir qu'on se trouverait dès le lendemain dans le parti de la guerre tout simplement. Ce serait le prix, assez honteux, de la repentance. Autant dire, rétrospectivement, que l'épisode d'Irak n'aurait été de la part de la France qu'un baroud d'honneur ou qu'une vaniteuse comédie.

On ne refait pas une politique après l'avoir défaite. C'est impossible.

PIERRE VADEBONCOEUR

Liberté, égalité, consanguinité



Il fallait avoir le cœur bien accroché pour voir Raffarin, le premier ministre français, rencontrer des enfants lors de son séjour à Québec. Il leur tenait la tête comme un vrai maquignon, véritablement ravi de la pâleur de leur teint et de leurs mèches. C'est qu'il s'inspirait de la parole du Christ: « Laissez venir à moi les petits enfants; non pas moi, le blond plutôt ». Et l'âme damnée de Chirac de souligner allègrement son attachement pour le Québec. « La fraternité, dit-il, c'est quand le sang des uns coule dans les veines des autres. » Mes collègues d'origine haïtienne ou vietnamienne apprécieront, ses concitoyens aussi; eux tous qui sont frères, même si certains sont assez c... pour avoir voté pour Raffarin.

La vérité sur les armes de destruction massive

Doubleyou: « Allah était de mêche avec Saddam pour faire disparaître les armes de destruction massive. C'est un complot cosmique pour nous ridiculiser, l'Amérique, moi et Dieu. La CIA détient des transcriptions d'écoutes électroniques qui le prouvent. En représailles préventives, nous attaquerons Allah et le paradis sur terre des musulmans. »



La cerise sur le sundae

Le proprio du Moonlite Bunny Ranch (la ferme de la lapine au clair de lune) de Carson City, Nevada, offre la tournée de sexe gratuit aux soldats de retour d'Irak. Homme ou femme, précise-t-il. Et d'ajouter: « Si nous avions un Dairy Queen nous donnerions de la crème glacée gratuite, mais... nous possédons la capitale mondiale du sexe... » (The Village Voice 11-06)

Dire que les intégristes musulmans doivent se faire exploser pour avoir le droit de baiser 70 vierges au Paradis, alors que s'ils vivaient en démocratie, ils pourraient se taper 70 putes gratos au Nevada. Vive la démocratie!

Bienvenue à Plum Island

(Suite de la page 1)

diagnostiqué à New York, les installations de Plum Island ont subi une panne électrique totale pendant l'installation de câbles de fibre optique sous-marins reliant l'île au continent, alors qu'on y faisait des expériences sur certaines souches du VNO. Plusieurs personnes soupçonnent une relation entre les deux événements, puisqu'aucun cas de VNO n'avait jamais été diagnostiqué en Amérique du Nord.

Cette panne de courant peut en effet avoir eu des causes graves quand on sait comment fonctionnent les équipements de sécurité des laboratoires de Plum Island. Les agents pathogènes sont contenus à l'intérieur des laboratoires par pression négative. Autrement dit, les laboratoires sont scellés hermétiquement et dépressurisés. En cas de fuite, c'est l'air extérieur qui devrait s'infiltrer sous l'effet de la pression atmosphérique et non l'inverse. Les employés ont accès aux laboratoires par des sas, après une procédure stricte de décontamination. Certains joints entre différentes pièces d'installations sont scellés par des boudins pneumatiques pressurisés pour en assurer l'étanchéité. Le maintien de la pression négative nécessite de l'électricité, toute panne électrique met en danger la sécurité des installations.

Nos lecteurs savent que *Le Couac* n'a pas les moyens financiers d'envoyer un journaliste faire enquête sur place. Toutes les informations contenues dans cet article sont disponibles sur

Internet pour qui sait chercher. Le docteur Patricia Doyle qui s'intéresse à Plum Island depuis l'été 1999, et dont on trouve les articles sur le net, n'a pas trouvé preneur lorsqu'elle s'est adressée aux grands médias. Au contraire, on a essayé de la faire taire. C'est pratique courante aux États-Unis, quand un journaliste enquête sur les agissements douteux du gouvernement. Si RDI, le réseau de la désinformation, dépendait un peu moins des nouvelles et des images de CNN, et si Christine Saint-Pierre, le perroquet de la Maison Blanche; se mettait vraiment au journalisme au lieu de se limiter à nous répéter la version officielle des faits, nous serions peut-être mieux informés!

Peu importe la multiplication des douaniers et des patrouilleurs armés, les frontières ne seront jamais assez « intelligentes » pour arrêter les oiseaux et les moustiques. Par contre si une enquête sérieuse venait à démontrer que les autorités sanitaires étatsuniennes ont été négligentes en manipulant des éléments pathogènes, pendant des expériences scientifiques à la limite de la Convention pour le contrôle des armes biologiques, les familles des victimes et les contribuables canadiens auraient la possibilité d'être dédommagés pour les torts subis.

À quand une enquête fouillée sur Plum Island par un grand média qui a les moyens financiers d'envoyer un « vrai » journaliste?

Le petit bricoleur d'armes biologiques

Vous désirez bidouiller votre propre souche de Virus du Nil? Rien de plus facile, *American Type Culture Collection (ATCC) The Global Bioresource Center™* a tout ce qu'il vous faut pour satisfaire le petit bricoleur biologique en vous. « ATCC est un centre de bioressource globale qui fournit des produits biologiques, des services techniques et des programmes éducatifs à l'industrie privée, aux gouvernements et aux organisations académiques du monde entier », peut-on lire dans la « mission » de l'entreprise (www.atcc.org) Pour 500\$ vous avez le choix entre cinq souches de Virus du Nil lyophilisés. Ajoutez-y un millilitre d'eau distillée, agitez bien, laissez reposer, et voilà! Votre petite culture de virus est en marche. Si le virus que vous avez commandé refuse de se multiplier, essayez avec cinq millilitres d'eau distillée.

Le SRAS est à la mode, vous préférez tripoter les coronavirus? Pas de problème, pour 250 \$ chacun, vous avez le choix entre celui de l'homme, du poulet, de la dinde, du boeuf, du porc, du chien, du chat, du lapin, de la souris ou du rat. Ajoutez vos favoris à votre commande en cliquant sur le chariot en haut de la page. Entre 1985 et 1989, ATCC a expédié 70 « commandes » approuvées en Irak incluant des souches d'anthrax et de Virus du Nil.

Amusez-vous bien!

Psycho-pop et politique

LES VÉTÉRANS DE LA GUERRE FROIDE se rappellent certainement de la « kremenologie », cette pseudo-science qui consistait, pour ceux et celles qui la pratiquaient, à se répandre en analyses vaseuses au sujet des rapports de pouvoir en URSS. Les kremenologues s'inspiraient des positionnements des corps lors de cérémonies officielles pour en déduire qui de la clique de dirigeants était le plus influent, qui était le plus isolé. La sortie des membres du politburo sur le balcon d'honneur, à l'occasion du défilé du 1^{er} mai sur la Place rouge à Moscou, était tout particulièrement importante. A cette occasion, tous les kremenologues analysaient à coeur joie la place qu'occupaient Leonid, Igor, Ivan et les autres: si celui-ci était cette année là excentré, c'est qu'il était évidemment en disgrâce; si cet autre regardait ce troisième dans les yeux en souriant, c'est qu'ils formaient bien sûr une coalition; quant à ce quatrième qui tournait le dos au cinquième, voilà qui prouvait hors de tout doute qu'il régnait une rivalité entre le ministre responsable de la production de tickets de rationnement et celui responsable des lancements de spoutniks.

La psycho-pop est toujours aussi populaire aujourd'hui, encore une fois relayée avec plaisir par les grands médias. Ainsi, chaque sommet officiel offre la chance à nos spécialistes d'y aller de leurs analyses quant aux poignées de mains, geste d'une importance infinie quant aux rapports de force sur la scène internationale. Et ça n'a pas manqué, au sommet du G8 d'Evian, début juin. Il faut dire que la situation était grave: Bush et Chirac, en froid, allaient-ils enfin se réconcilier? Tout dépendra, bien sûr, de la consistance de leur poignée de main. Dans le très sérieux journal français *Le Monde*, un article entier est consacré aux « applaudissements, baisers et petits cadeaux » (03-06), comme l'indique le titre, le tout accompagné d'une photo ô combien émouvante et significative de Bush et Chirac se serrant la main (ouf!). Dans l'article, on apprend que « le président français embrasse les chefs d'État, trois ou quatre fois pour certains. Il saisit les mains, les garde dans les siennes. (...) Sur l'épaule de George W. Bush, M. Chirac ne posera que le bout des doigts ». Et voilà le lecteur pris de vertige: sommes nous repartis pour une nouvelle guerre froide, cette fois-ci opposant les États-Unis et la France? Heureusement, « le président américain (...) n'est pas arrivé les mains vides. Trois livres, reliés dans un coffret en cuir, sur la civilisation; l'art et la culture des Indiens d'Amérique du Nord sont offerts au président Français. » Un beau geste, certes, mais sera-t-il apprécié? « Très joli », confirme un *Monde* conseiller du président français, précisant que c'est « un geste amical auquel le président est très sensible ». Le lecteur respire enfin, content de se sentir plus intelligent maintenant qu'il sait qu'en politique, il s'agit de quelques attentions bien placées pour qu'on passe l'éponge sur une crise diplomatique suivie d'une guerre meurtrière aboutissant à l'invasion d'un pays et la prise de contrôle d'énormes réserves pétrolières. Merci aux fins analystes; il est si agréable de vivre dans un monde si simple.

MOHAMED SMITH-GAGNON



LES NOUVELLES DES ZAPARTISTES



Parce que rire est une si jolie façon de montrer les dents

Maladie de la vache folle en Alberta, retour du SRAS et virus du Nil à Toronto, rien ne va plus au Canada. Pour rassurer les investisseurs et les touristes et montrer au monde entier que tout va bien, la présidente de la chambre de commerce du Canada, Nancy Hugues Anthony, a mangé une poignée de moustique, léché le cul d'une vache albertaine et frenché le maire de Toronto, Mel Lastman.

Des artistes canadiens donneront un concert bénéfique dans la ville Reine, les coûts du concert, évalués à 10 millions de dollars, seraient assumés par Ottawa. Rappelons que l'épidémie de SRAS a tué pas moins de 32 personnes au Canada. Pendant ce temps en Afrique... ah, pis laissez donc faire.

Dossier d'Air Canada, après avoir coupé près de 8 000 emplois et coupé les salaires de ses employés restants, il ne resterait plus à Air Canada, pour éviter la faillite, qu'à couper les ailes de ses avions.

La course à la succession de Joe Clark est terminée et les Conservateurs ont enfin un chef. Ne leur reste maintenant plus qu'à savoir s'ils ont encore un parti.

Au Québec, dans le dossier des défusions, un des scénarios envisagés serait de regrouper les arrondissements du West Island en une seule municipalité où serait concentrée une grande partie de la population anglophone de Montréal. Le parti Québécois proposerait de donner d'avance cette ville à l'Ontario pour ensuite proclamer rétroactivement la victoire du Qui en 95.

Selon un sondage du Collège des médecins du Québec, 7 Québécois sur 10 voudraient que la gestion du système de santé soit confiée à un organisme privé. Quant aux trois autres Québécois sondés, ils n'étaient pas membres du Collège des médecins.

Le célèbre Danois Alfonso Gagliano, était sur le point de réaliser son rêve et d'être nommé ambassadeur du Canada au Vatican. Le Vatican a cependant refusé sa candidature mais Jean Chrétien estime toujours qu'il était tout à fait normal de nommer un trou d'cul au Saint-Siège.

L'Organisation Mondiale du Commerce donne raison au Canada qui conteste la légalité de la surtaxe de 32% que les Américains imposent sur l'importation de bois d'œuvre. Les États-Unis comptent réagir à la décision de l'OMC comme ils l'ont fait avec l'ONU dans le dossier de l'Irak: en s'en câlisant.

Selon Bill Graham, le ministre fédéral des affaires étrangères, refuser de discuter du bouclier antimissile américain avec les États-Unis serait abdiquer la souveraineté du Canada. Il est préférable, selon lui, d'embarquer dans le projet et ainsi abdiquer la souveraineté du reste du monde.

Une musulmane américaine poursuit l'État de la Floride qui lui a refusé un permis de conduire sous prétexte qu'elle insistait pour porter un voile lui cachant tout le visage sur la photo de son permis. Il est vrai que dans les pays Islamiques, elle n'aurait pas eu ce problème: elle n'aurait même pas eu le droit de conduire.

On nous annonce à l'instant que les États-Unis ont inventé un nouveau concept de défense, la guerre pré-préventive, qui leur permet d'attaquer des pays qui n'existent pas encore.

FRANÇOIS PARENTEAU, FRANÇOIS PATENAUDE, FRÉDÉRIC SAVARD, CHRISTIAN VANASSE AVEC LA COLLABORATION DE GAËTAN TROUTET

MÉDECINE À DEUX VITESSES

ILS VONT TOUJOURS PLUS VITE QUAND IL Y A UNE PIASSE À FAIRE...



BOBIDOCHE 03

Ça c'est du sport!

DANS LE MERVEILLEUX MONDE DU SPORT, la course automobile de top niveau, la Formule 1, est un sport absolument extraordinaire pratiqué par ...20 personnes dans le monde. Il s'agit de conduire une voiture en tournant en rond pendant deux heures. Celui qui a tourné en rond le plus vite est le gagnant. C'est une course, mais la plupart du temps les voitures ne se dépassent pas en « pleine course » mais seulement quand l'une d'entre elles est arrêtée pour prendre de l'essence, changer de pneus ou tombe en panne. Les conducteurs sont payés des millions pour faire quelques centaines de kilomètres et leur salaire reste le même s'ils abandonnent avant la fin et même s'ils calent leur moteur au départ et rentrent à l'écurie avec leurs chevaux vapeur. Le bon public se déplace en masse pour voir des voitures tourner en rond à 300 km/h. Il est vrai que cela doit être libérateur de pulsions refoulées si l'on passe des jours et des jours sur les ponts à admirer des pare-chocs ou si l'on a peur d'attraper une contravention en roulant à plus de 30 à l'heure.

THOMAS DÉRI

Le Rebut Global

PAR CLÔDE DE GUISE

LES SIGNATAIRES DU REBUT GLOBAL, composé d'une soixantaine d'organisations environnementales et sociales, revendiquent une gestion écologique des déchets sur le territoire du Grand Montréal.

10 tonnes de déchets à la minute

D'ici la fin de l'année, la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM) est tenue de produire un nouveau plan de gestion des matières résiduelles pour son territoire élargi. Selon la Loi de la qualité de l'environnement, ce plan doit atteindre un taux de 65 % de récupération des matières résiduelles à des fins de recyclage en 2008. Ce taux est actuellement inférieur à 20 %.

Les industries, les institutions et les commerces produisent 47% de la quantité totale des déchets sur le territoire de la CMM, soit près de 2,5 millions de tonnes par année. Ce secteur est responsable de la plus grande part dans la production des ordures. La construction, la rénovation et la démolition représentent 25 % des déchets, soit un peu plus d'un million de tonnes. Présentement, ce secteur a un taux de recyclage pratiquement nul. Finalement, nous les citoyens et citoyennes de Montréal produisons 28 % de la quantité totale des déchets, soit 1,5 million de tonnes. Près de 40 % de ces déchets pourraient être compostés et retournés à la terre et un autre 40 % a le potentiel d'être réutilisé ou recyclé.

Bilan: 10 tonnes de déchets produites par minute ou 5 millions de tonnes par année, seulement pour la région de Montréal! Ces ordures sont acheminées dans 4 mégasites d'enfouissement, dont un seul se trouve sur le territoire de la CMM. Ces montagnes de déchets mettent à risque la santé des populations locales et polluent notre environnement. Cela donne la nausée.

La cour est pleine

Les signataires du Rebut global affirment que « la cour est pleine, n'en jetez plus ». Il est temps de marquer une rupture avec l'enfouissement massif et pêle-mêle. Ce que les signataires demandent est que le plan de gestion des matières résiduelles du Grand Montréal se conforme aux exigences suivantes:

- Que la ville traite les déchets qu'elle génère sur son propre territoire et qu'elle cesse de prendre les régions pour de vastes poubelles;
- Que la priorité soit la réduction à la source, le ré-emploi et le recyclage / compostage (3R). Et, que le surplus soit éliminé de manière sélective et sécuritaire;
- Que soit appliqué le principe du pollueur-payeur. Chacun devant payer les vrais coûts reliés à sa production de déchets, pratique qui encouragerait la réduction à la source;
- Que les groupes environnementaux et les entreprises d'économie sociale en environnement telles que les ressourceries reçoivent l'aide financière nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction, de récupération et d'éducation du public;
- Que soit mise en place un processus de démocratie participative afin que les citoyens et les groupes aient voix au chapitre dans le processus décisionnel entourant la gestion des déchets.

Devenez signataire du Rebut Global, visitez le site Internet: www.cam.org/~act_reb/

Pour vous impliquer davantage, rejoignez Jennifer Crawford, coordonnatrice du groupe Action RE-buts. Tél.: (514) 396-7894 / Courriel: act_reb@cam.org

ASYMPTOTE



www.asymptote-bd.ca / 18-06-2003

Économie participative 4

Tisser des liens

DANS UNE ÉCOPAR, les complexes équilibrés de tâches (CET) servent à répartir équitablement les tâches désagréables et aliénantes mais aussi et surtout à ce que tous aient les habiletés nécessaires pour exercer leur jugement dans les conseils de travailleurs.

Une économie ne se limite cependant pas à un seul lieu de travail. Si on ne fait pas attention, les gens qui travaillent dans des lieux où les tâches à effectuer sont, en moyenne, plus aliénantes – comme par exemple une mine de charbon – verront leurs habiletés moins développées que d'autres personnes travaillant dans un lieu où le travail est intellectuellement plus stimulant – comme par exemple une maison d'édition. On pourrait bien voir se pointer à nouveau une classe de gens ayant un bagage d'information et d'aptitudes leur permettant de s'accaparer les leviers de pouvoir et la rémunération dans la société.

Encore une fois, la solution est d'équilibrer les tâches mais cette fois-ci pas seulement à l'intérieur d'un seul lieu de travail mais à travers toute l'économie. Autrement dit, chaque personne aura un ensemble de tâches équivalant à celui de n'importe qui d'autre

dans la société. Il s'agit bien sûr d'une première approximation mais elle nous suffira pour aujourd'hui.

Voyons de plus près comment ça pourrait fonctionner. Il existe sûrement plusieurs façons de faire; en voici une. En faisant l'inventaire des tâches à réaliser dans la société, on détermine la composition du CET moyen. Le CET de chaque lieu de travail est ensuite comparé à ce CET moyen et on lui accorde une note correspondant à sa distance du CET moyen (i.e. plus ou moins aliénant que le CET moyen). Ensuite, chaque personne doit répartir ses activités entre un ou plusieurs CET (donc, vous avez compris, entre un ou plusieurs lieux de travail) de façon à se composer un CET moyen.

Une personne qui ne veut pas se compliquer la vie voudra peut-être choisir un seul lieu de travail. Dans ce cas, le CET du lieu de travail qu'elle choisira devra être équivalent au CET moyen. Le plus souvent, les gens opteront probablement pour deux lieux de travail et répartiront le temps passé dans chacun de façon à avoir un CET moyen. Vous me suivez?

Une fois tout ce remue-ménage fait, on peut se mettre

à explorer les implications qu'aurait ce nouvel arrangement sur les dynamiques sociales. Par exemple, admettons que la société doive choisir entre investir pour améliorer les conditions de l'extraction du charbon et investir pour installer de nouvelles imprimantes dans une bibliothèque.

Il est clair qu'investir dans la mine de charbon bénéficiera à ceux qui y travaillent. Mais c'est beaucoup plus que ça. Une amélioration dans la mine de charbon aura un effet beaucoup plus grand sur le CET moyen qu'une amélioration dans la bibliothèque, où les conditions de travail sont déjà plutôt agréables. Autrement dit, il est à l'avantage de tout le monde que l'investissement se fasse dans la mine de charbon. Même les gens qui ne pensent qu'à leur propre bien-être, se foutant éperdument du sort des autres, voudront que le CET moyen de la société soit amélioré parce que ce faisant ils verront leur propre CET s'améliorer.

On ne change pas les gens, on change le contexte dans lequel ils décident de leurs actions. On appelle ça construire la solidarité à même le système.

JEAN-RENÉ DAVID
jrdavid@arobas.net

En spectacle, le 12 juillet
Tomás Jensen avec les Faux-monnayeurs et Ivy et Reggie

Aux berges du Lac Castor
Auberge, huttes et camping
www.laccastor.com
(819) 268-3339

CISM
89,3 FM

MUSIRONIE
samedi 17h
101,5 FM

Le jeu n'est pas qu'un jeu

VOUS VOUS RENDEZ À L'HÔPITAL; au sous-sol, une file immense. Détrompez-vous, ce n'est pas la cafétéria qui attire cette foule: c'est le kiosque de Loto-Québec. Vous allez prendre une bière; le long des murs du bar, des zombies aux yeux éteints insèrent des billets de vingt dollars à répétition dans des machines qui tintinnabulent sans cesse. Vous allez au dépanneur; devant vous, une petite madame achète pour 50 dollars de billets de loterie. C'est la manne de la «taxe volontaire» (expression de Jean Drapeau): 3,6 milliards de dollars de revenus pour Loto-Québec en 2001. Le dernier *Livre noir* (publié aux Intouchables, éditeur qui surfe sur cette vague populaire), est rempli de petits faits intéressants.

Taxe volontaire, mon cul: la loterie, cet espoir des pauvres, est soutenue par tout un appareil de marketing dirigé par des psychologues grassement rémunérés. Sachez que Loto-Québec dépensait, en 2001, approximativement 3 dollars par année par citoyen en publicité, alors qu'aux États-Unis ce montant n'approchait pas un dollar. Sachez que lorsque vous achetez un billet de 6/49, vous avez une chance sur 13 983 816 de gagner. Sachez que c'est écrit à l'endos des billets et pas ailleurs: vous devez donc acheter pour le savoir. Sachez qu'avant 2001, les programmes de recherche sur le jeu compulsif devaient être approuvés par Loto-Québec avant d'être mis en œuvre. Sachez que les joueurs compulsifs qui signent le «formulaire d'autoexclusion» pour les casinos du Québec jouent quand même et que Loto-Québec ne peut en être tenue responsable. Sachez que, selon un sondage, 5% des

Québécois se considèrent comme des joueurs compulsifs, alors que Loto-Québec parle d'au plus 2,1%. Sachez que le slogan contre-publicitaire «Le jeu doit rester un jeu» est si efficace que des établissements de jeu l'utilisent pour attirer de la clientèle. Sachez qu'en 1992, la priorité de la société d'État fut de cibler les jeunes; aujourd'hui, 7% des jeunes joueurs sont considérés comme des joueurs pathologiques, soit trois fois plus que chez les adultes. Heureusement, depuis 2000, il est interdit de vendre des billets de loterie aux mineurs. Mais il s'en vend quand même.

Il est clair que le jeu ne peut être interdit. Cependant, c'est une responsabilité sociale que de le contrôler. Or, en ces temps néolibéraux, le fardeau de la responsabilité repose uniquement sur les individus: on demande aux joueurs pathologiques de s'autodiagnostiquer et de faire toutes les démarches pour se soigner. Avec pas beaucoup de résultats, comme on peut s'en douter.

Sachez, citoyens, qu'on se fout de votre gueule, de votre santé et de votre famille. Parce que ça rapporte gros: 1,35 milliards dans les coffres de l'État en 2002. Et le budget Séguin demande à Loto-Québec de rapporter 111 millions de dollars de plus en 2003-2004. Bonne chance – et misez sur vous!

MARCO SILVESTRO

Pierre Desjardins, *Le livre noir de Loto-Québec*, Montréal, Les Éditions des Intouchables, 2003.



Sans dessus dessous

Nathalie Petrowsky a visité l'exposition rétrospective de l'œuvre de Françoise Sullivan, signataire du Refus Global, présentée par le Musée des beaux-arts de Montréal (*La Presse* 15-6). Les œuvres de Sullivan, comme celles des autres refusglobalistes sont abstraites. «Les plus frappantes sont les monochromes, écrit Petrowsky. Ce qui frappe davantage, c'est l'immensité des tableaux. [...] elle peignait tous les jours [...] en tournant les toiles de bas en haut et de haut en bas pour ne pas être obligée de peindre juchée sur un escabeau».

Est-ce à dire que la peinture abstraite n'a aucun sens, comme Petrowsky, d'ailleurs.

Quand la gauche propose

COMME ELLE FAIT SOURIRE d'espoir la gauche quand elle est inventive, quand elle trace de nouvelles avenues. Pour nous qui sommes habitués à une gauche qui oscille entre le discours universitaire intello et «l'engagement terrain» mur à mur, c'est une bien douce musique que d'entendre un journaliste engagé dire: «Écoutez-moi un instant, j'ai une suggestion».

Bien que Gil Courtemanche entonne «des airs d'aujourd'hui souvent vieux de tous temps» il nous fait miroiter, avec sa *Seconde révolution tranquille*, un projet politique intéressant et pertinent pour la situation québécoise. La démocratie participative, ce rêve que la SDS (*Students for a Democratic Society*) américaine avait popularisé à la fin des années 60, revient ici avec une grande vigueur mais surtout avec une nouvelle concrétude. En effet, quoi de plus réel, de plus concret que Porto Alegre d'où le chroniqueur du Devoir a écrit une partie (au moins) de son ouvrage.

Quel exemple intéressant que celui d'une ville de l'ampleur de Montréal qui réussit à faire participer activement la population à la gestion des affaires publiques. Quelle application sensée et véritable du principe démocratique mais surtout quelle démarche d'éducation populaire remarquable. Porto Alegre, (et Courtemanche à sa suite) fait le pari de la gauche réaliste et pragmatique qui est consciente qu'elle ne peut tout changer d'un coup mais qui utilise son pouvoir innovateur et progressiste pour transformer pas à pas la réalité, tout au contraire de la SDS mentionnée plus haut.

À l'inverse aussi de certains commentateurs québécois qui voient dans la démocratie participative une nouvelle forme de décentralisation adéquate et réactionnaire. À ces gens qui croient que «démocratie participative» veut nécessairement dire que les grandes politiques d'éducation seront, du jour au lendemain, présent au niveau local, il est utile de rappeler que la démarche de participation populaire est progressive et qu'elle vise d'abord un apprentissage et une appropriation du fonctionnement de l'État. Il n'est pas question pour l'instant de chambouler les palliers de gouvernement. Quant à l'argument qui veut que la politique locale soit actuellement dirigée par des potentats et que ce serait une mauvaise idée de leur donner plus de pouvoir, soulignons seulement que l'implication politique de la population vise justement à jeter la lumière sur ces lieux de décisions obscurs et à faire passer la situation des ploutocraties actuelles à de véritables démocraties.

Pour le Québec, la réalisation de ces changements passe par l'atteinte de trois objectifs communs. D'abord la réforme du mode de scrutin, ensuite l'implication progressive du citoyen dans la gestion des affaires de la cité et enfin l'attribution d'un revenu de citoyenneté. Ce sont de nobles objectifs et Courtemanche les expose brillamment mais bien trop tardivement et bien trop brièvement. Comme s'il n'était pas possible de ne formuler qu'une suggestion et de l'élaborer profondément, l'auteur d'*Un dimanche à la piscine à Kigali* s'est senti obligé d'écrire une critique du système politique actuel de 140 pages pour terminer sur une suggestion de 30 pages. Là où le livre devrait commencer, il s'achève. Même si la critique qu'il fait est fondée et solide, nous la connaissons déjà, elle n'est pas neuve. Sa suggestion, elle bien originale, souffre d'un manque de précision et de détails qui nous laisse grandement sur notre faim.

Le soleil des tropiques est-il à ce point grisant qu'il incite à ne pas finir le travail entamé? Devons-nous attendre une suite? Ou alors l'écrire nous-même? Si c'est le cas, le style direct et clair de Gil Courtemanche et la sincère volonté qui transpire de ce texte donnent certainement le goût de pousser plus loin la réflexion et de mieux comprendre ce que peut nous offrir la richesse de l'expérience du nouveau Brésil.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

COURTEMANCHE, Gil, *La seconde révolution tranquille, Démocratiser la démocratie*, Boréal, Montréal, 2003, 172 pages.

Le documentaire passe au direct Quand les images révèlent la vie

ENTRE 1960 ET 1963 le Québec, la France et les États-Unis vivent simultanément une véritable révolution des images: le *cinéma direct* fait son apparition. De jeunes cinéastes poussés par la volonté de fixer sur pellicule le portrait de leurs sociétés, plongent leurs caméras dans la mêlée et en rapportent des prises de vues qui vont transformer à jamais la vision qu'auront les spectateurs du monde.

Le livre *Le documentaire passe au direct* raconte, de façon simple mais détaillée, l'évolution de ce nouveau regard tout en analysant les répercussions, qui se font encore sentir jusqu'à nous de cette nouvelle approche de la vie des gens et du cinéma.

À l'aide d'entrevues effectuées avec les différents cinéastes, cette histoire de l'éclatement des possibilités imagées s'adresse aux spécialistes comme aux néophytes.

Car, avec la venue pour la première fois de l'histoire du cinéma de caméras très légères et la possibilité d'enregistrer du son synchronisé avec les images, le cinéma a enfin la chance de se rapprocher des sujets filmés et

de leur tendre la parole. Fini le temps des documentaires tournés en studio et du sacrosaint commentaire qui impose sa vision aux êtres et aux choses. Les gens pourront enfin s'exprimer dans leurs environnements en utilisant leurs propres mots.

C'est au Québec que le mouvement prendra une tangente particulièrement politique et sociale. Des cinéastes comme Gilles Groulx, Michel Brault et Pierre Perrault utiliseront ces nouveaux outils pour donner aux classes populaires une prise de parole, une tribune qui leur avait échappé pendant plus de trois siècles. Participants importants de la Révolution tranquille, ces cinéastes parcourront un Québec en plein chambardement qu'ils questionneront d'un regard nouveau: affectueux et impliqué. Car on ne prétend plus être objectif mais plutôt saisir un milieu, des hommes et des femmes dans leur quotidien. On fait du *cinéma en direct* sur la vie.

Le premier véritable film et un des chefs-d'œuvre de ce mouvement est certainement *Pour la suite du monde* (1963) de Pierre Perrault et Michel Brault. Ce film

nous montre les habitants de l'Île-aux-Coudres, petite communauté d'insulaires située face à Baie-Saint-Paul, qui décident de relancer la chasse aux marsouins (bélugas) après plusieurs décennies d'abandon. À travers cette action c'est toute une île qui revit son passé et ses traditions, qui exprime à l'aide d'une langue unique et bien pendue toute la poésie et la richesse d'une culture accueillante et étonnante. En fait ce film c'est la revalorisation d'un Québec oublié et si longtemps méprisé mais aussi une captation d'une société prise entre deux époques: celle des pères et celle des fils.

Un livre à lire pour comprendre les possibilités sociales du cinéma mais aussi pour réaliser tout le travail d'insertion et de compréhension nécessaire à ces artistes pour capter une situation et filmer avec naturel une langue unique au monde qui se tient loin des clichés aseptisés de nos pantins télévisés.

Le documentaire passe au direct, G. Gauthier, P. Pilard et S. Suchet, VLB Éditeur, 2003.

GABRIEL ANCTIL
ballonbleu@hotmail.com

Bulles explosives

TANDIS QUE l'armée américaine astique son arsenal pour passer le relais à l'érection d'un état policier (le Canada enverra son crottin monté à cheval pour ne pas être hors-jeu dans la reconstruction du pouvoir), il importe plus que jamais d'ouvrir des brèches libératrices et des bulles de résistance. En voici...

Jacques Ferrandez publie coup sur coup deux *Carnets d'Orient* qui proposent des parcours aussi simples qu'amoureux. Il rencontre des gens et des lieux comme, enfant, on amassait des trésors de bouts de ficelles ou de cailloux dans ses poches percées... Déjà, à propos de son enfance orientale, il avait opéré quelques *flashbacks* éclairants sur le colonialisme. Il a également prêté sa plume à un paternel ayant combattu (et redécouvert après coup) l'«ennemi» bêtement humain. Voici maintenant des aquarelles et des croquis, reflets de voyages proches de cet étranger qui nous habite. Un titre s'intitule Liban et un autre Irak. Tout simplement... Celui sur l'Irak bénéficie d'une collaboration avec Alain Dugrand qui ajoute son carnet de notes aux croquis de Ferrandez. Au gré des rencontres et d'un itinéraire multipliant les points de vue, on mesurera l'ampleur des dix ans d'em-

bargo, de même qu'on ressentira la démesure du contre-régime amerloque précédé d'une guerre exhibition.

Toujours dans cet ordre idéologique d'imposition et d'inquisition colonialiste, on savourera cette fable concoctée par Larcenet, un des piliers du magazine *Fluide Glacial*. Truculent que ce Sigmund Freud débarquant dans l'Ouest sauvage en quête de cobayes pour démontrer l'omnipotence de ses élucubrations. Aussi enragé que les gardes (fous) de ce pénitencier où des chiens errants (et sans âme comme tous ceux que certains souhaiteraient éradiquer) se voient proposer le réconfort de la religion. Pas de doutes, l'auteur nous convie à des montagnes russes (!) dans le for intérieur du gendarme interstellaire du protectionnisme envers et contre tous...

VALENTIN TARDI

Jacques Ferrandez et Alain Dugrand, *Irak – Dix ans d'embargo*, série «*Carnets d'Orient*», Paris, Éditions Casterman.

Marc Larcenet, *Le temps de chien*, série «*Une rocambolesque aventure de S. Freud*», collection Poisson Pilote, Paris, Dargaud Éditeur, 2003.



Noam Chomsky est l'intellectuel américain le plus connu à travers le monde. Professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston, il mène aussi une vie de militant libertaire. Les trois essais rassemblés ici avaient été publiés pour la première fois en brochure.

Noam Chomsky

UN MONDE COMPLETEMENT SURREEL

LE CONTRÔLE DE LA PENSÉE PUBLIQUE

LUX

instinct de liberté

LUX En vente dans toutes les librairies

G8: La lutte continue

PAR FRANCIS DUPUIS-DÉRI*

NOUVEAU FACE-À-FACE entre les dirigeants des États les plus riches du monde et le mouvement « antimondialisation » à l'occasion du Sommet du G8 en France du 1^{er} au 3 juin dernier. Ce vaste mouvement avait très bien su attirer l'attention depuis 1999, de Seattle à Gênes en passant par Québec et Porto Alegre, mais il est tombé dans l'ombre depuis les attaques spectaculaires du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, suivies par les invasions très médiatisées de l'Afghanistan puis de l'Irak. Les militants avaient de plus été pris de court par la tactique de dérobade adoptée par les organisateurs des sommets officiels, se tenant depuis les dérapages policiers de Gênes de préférence dans les déserts (Qatar, sommet de l'Organisation mondiale du commerce), dans des montagnes (les Rocheuses canadiennes, sommet du G8 2002) ou dans des stations balnéaires isolées (Evian, début juin)...

Tous ces effets conjugués expliquent la baisse de visibilité d'un mouvement qui a pourtant poursuivi son lent travail souterrain. L'engagement politique des uns et des autres s'est ainsi poursuivi loin des caméras, car très nombreuses sont les organisations militantes dont les préoccupations sont locales ou nationales (les syndicats, les associations étudiantes, les associations d'aide aux locataires, certains groupes écologistes, etc.). Les grandes manifestations ne sont pas pour ces militants le but ultime, mais simplement des occasions d'exprimer publiquement une colère envers un système économique et politique méprisable et une solidarité envers d'autres organisations « alliées ». Le réseautage militant international s'est lui aussi poursuivi après le 11 septembre 2001, permettant à des dizaines de milliers de militants de se rencontrer, de tisser des liens de solidarité, d'échanger des informations sur la mondialisation pseudolibérale (« pseudo », parce qu'au delà de la rhétorique de la réduction de l'État et du « libre marché », l'État-providence existe toujours pour les grandes entreprises subventionnées à coups de milliards tirés des fonds publics) et sur les moyens de la contester, d'élaborer des propositions pour transformer

le monde commun. Ces rencontres sont aussi l'occasion pour les militants de se chamailler face-à-face, car la gauche a toujours été célèbre pour ses tensions et ses rivalités internes. Enfin, ce mouvement des mouvements n'est pas seulement contre la mondialisation pseudolibérale, il est aussi et surtout pour la mondialisation de la justice et de la solidarité. C'est ce qui explique que ce mouvement a été en grande partie responsable de l'incroyable vague de contestation internationale contre la guerre en Irak, un mouvement social mondialisé unique dans l'histoire de par son ampleur.

En raison de sa diversité et de certaines de ces contradictions, les détracteurs du mouvement des mouvements répètent encore et toujours qu'il lui manque une orientation claire et un programme politique systématique. Bref, on le dénigre car il se compose d'éléments disparates et contradictoires. Et pourtant, les grandes entreprises capitalistes ne sont-elles pas en concurrence les unes contre les autres? Et les participants au G8, n'ont-ils pas démontré lors de la récente crise diplomatique autour de l'invasion de l'Irak qu'ils avaient chacun leurs intérêts propres et souvent contradictoires? Bref, on reproche au mouvement des mouvements une diversité qui est pourtant la norme dans les systèmes économique et politique officiels. Malgré ces contradictions et ces concurrences, il existe un consensus dans chacun des deux camps au sujet de principes fondamentaux. Les militants – écologistes déguisés en Tortue, syndicalistes qui craignent des mises à pied, vétérans de la marche mondiale des femmes et anarchistes des Black Blocs – partagent certaines certitudes morales, dont (1) la vie doit passer avant le profit; (2) les décisions au sujet de notre monde commun doivent être prises collectivement. A ce consensus minimal sur des valeurs fondamentales (humanisme et démocratie), s'oppose le consensus capitaliste et aristocratique des dirigeants du système économique et politique, pour qui (1) le profit est prioritaire; (2) les décisions au sujet de notre monde commun doivent être prises à huis clos par un groupuscule d'individus éclairés. Et

il est plus facile pour une élite de faire passer le profit avant la vie, puisque c'est toujours celle des autres et jamais la leur qu'ils sacrifient au nom du bien commun ou d'un libre marché qui leur est si profitable.

Bien sûr, il y a quelques dirigeants altruistes (et certains militants motivés par le profit). Mais en règles générales, une participation plus diversifiée au processus de prise de décision permettrait de casser l'unique logique capitaliste et de trouver des solutions nouvelles et originales. C'est cette ouverture politique qu'exigent les militants aujourd'hui. Les cyniques ricanent, rappelant que des décisions plus démocratiques ne seraient certainement pas toutes immédiatement praticables, ni nécessairement moralement acceptables. C'est vrai. Mais le pseudolibéralisme n'est aujourd'hui ni praticable, ni acceptable, pour des millions de personnes qu'il ne peut pas sauver car leur vie et leur mort ne trouvent pas leur place dans la logique de ses livres-comptables, élaborés – et souvent falsifiés – à huis-clos.

« Un autre monde est possible »? Il existe déjà!

Au delà de la question de la violence des manifestants et des policiers, manifester est un outil citoyen permettant de se faire entendre, de prendre part au débat, voire de le susciter. L'élément communicationnel de ces manifestations est d'autant plus important que le jeu électoral est aujourd'hui profondément discrédité (voir le taux d'abstention aux États-Unis, en France et au Québec, par exemple). Mais la manifestation ne suffit pas toujours à influencer les choix pris à huis clos par des élites, comme le montre bien la façon dont fut lancée la guerre contre l'Irak. La signification et la valeur du mouvement des mouvements ne se limitent donc pas à ses manifestations, ni d'ailleurs à ses propositions de solutions (annulation de la dette du Tiers monde, taxe sur la spéculation financière, interdiction de privatiser l'eau, etc.) ou à ses critiques contre la mondialisation pseudolibérale.

La façon même dont les groupes militants s'organisent a une valeur politique en soi, puisqu'elle offre l'exemple d'une démocratie directe en fonctionnement ici et maintenant, malgré des ratés évidents. Des groupes comme la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) à Montréal, les Black Blocs si souvent caricaturés, d'autres groupes d'affinité qui mènent diverses actions directes, les nombreux

guerres régionales, par des crises économiques dramatiques, des famines et des épidémies mortelles. Nous faisaient-ils encore gagner du temps, ces décideurs « efficaces » du XX^e siècle qui bâtissaient de vastes empires coloniaux, qui engouffraient des centaines de milliards de dollars dans des armes (atomiques, entre autres) qu'ils n'hésitaient pas à utiliser contre des populations civiles, qui soutenaient des dictateurs, etc. Et il a fallu bien des manifestations aussi musclées que celles d'aujourd'hui pour leur arracher des droits pour les femmes, les travailleurs, les Noirs, les homosexuels, etc., à ces décideurs si préoccupés d'être « efficaces » qu'ils en oubliaient d'être justes... Les dirigeants du G8 à eux seuls

Le mouvement participe d'une tradition démocratique trop souvent ignorée, l'agoraphilie politique: une attitude de confiance envers l'agora où l'on se réunit pour discuter et décider ensemble du sort de notre monde.

« Villages » de quelques jours tels que ceux mis en place en marge du Sommet du G8 en France (voir: www.vaaag.org) sont autant de lieux où la vie politique fonctionne sans « chef(s) » et où les décisions se prennent lors d'assemblées générales, de façon égalitaire et libérale. Tous peuvent y prendre la parole, lancer des propositions et en disposer collectivement. En plus de ces lieux purement militants, les « simples » citoyens savent tenter des expériences économiques originales, tels que ces réseaux non financiers d'échanges de biens et services – doublés d'assemblées de quartier – organisés en Argentine pour faire face à la crise économique et politique.

Le mouvement des mouvements participe donc à une tradition démocratique trop souvent ignorée qui relève de l'agoraphilie politique, c'est-à-dire d'une attitude de confiance émue envers l'agora où l'on peut se réunir pour discuter et décider ensemble du sort de notre monde commun. À cette attitude s'oppose celle de l'agoraphobie politique, dont le discours est toujours le même: nous avons besoin de chefs car la démocratie directe est dangereuse, déraisonnable et inefficace, entre autre parce qu'elle prendrait trop de temps. Mais quel temps nous ont vraiment fait gagner ces décideurs si « efficaces » dans ce XX^e siècle ravagé par deux guerres mondiales et quantité d'autres

devraient suffire à nous rendre méfiants à l'égard de ceux qui, pour justifier l'autorité de quelques-uns, méprisent les capacités politiques des « simples » citoyens: Poutine, grand massacreur de Tchétchènes; George II, voleur d'élections présidentielles et grand massacreur d'Afghans et d'Irakiens avec son ami Blair; Berlusconi et Chirac, corrompus jusqu'à la moelle; etc. Tous bien plus dangereux que les militants qui les défient de sommets en contre-sommets.

La démocratie directe, quant à elle, est beaucoup plus efficace que ces adversaires ne le laissent croire. À travers la participation directe aux délibérations, la démocratie directe favorise les liens communautaires et stimule la diffusion de l'information et la formation citoyenne, sans oublier qu'elle est dotée d'une grande capacité innovatrice, puisqu'elle permet à une plus grande diversité de points de vue et d'idées d'exprimer. Par leur mode d'organisation même, les militants démontrent qu'un autre monde est possible. Une telle organisation égalitaire et libertaire offre enfin et surtout l'occasion de définir tous ensemble cette fameuse notion d'« efficacité » politique.

* Chercheur en science politique au Massachusetts Institute of Technology (Boston) et auteur du livre *Les Black Blocs: la liberté et l'égalité se manifestent* (Lux éditeur, 2003).

Les antipacifistes flyés

« C'est grand dommage qu'on ne puisse pas voir les intestins intellectuels des écrivains pour en déduire ce qu'ils ont mangé » — Georg Christoph Lichtenberg

DANS UNE FINE ANALYSE dont il a le secret, Mario Roy mettait en parallèle *Les Invasions barbares* de Denys Arcand et *Les Noces de tôle*, la dernière pièce de théâtre de Claude Pôpa Meunier, pour conclure à l'échec social et politique de la génération des *baby-boomers*. À quoi cet échec est-il dû? « Les *boomers* allaient tout changer. Ils avaient des idées — et Dieu sait que les idées mènent le monde, surtout les mauvaises. Par exemple, ils étaient contre la guerre, évidemment. « Quand les canons toussent, l'humanité en prend pour son rhume », chantent les quinquagénaires des *Noces de tôle*, en se souvenant des refrains inventés dans leur jeunesse, encore incapables en 2003 de se rendre compte qu'ils étaient d'une insondable stupidité » (*La Presse* 10-5).

Donc, s'il y a d'interminables files d'attente dans les urgences des hôpitaux, c'est parce que les *boomers* étaient contre la guerre au Vietnam. Génial!

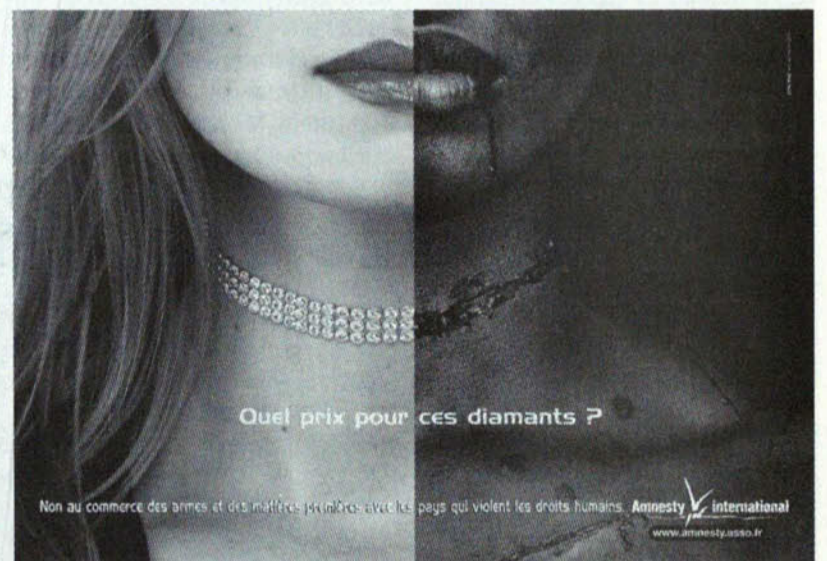
Mario Roy méprise les pacifistes, c'est bien connu. Déjà le 18 octobre 2001, au début de la guerre d'agression contre l'Afghanistan, il écrivait: « les poteaux locaux de l'antimondialisation sont devenus en une fraction de seconde les ... poteaux locaux du pacifisme! », comme si les guerres étatsuniennes n'avaient aucun lien avec les exigences du grand capital. Le 25 janvier dernier, il s'attaquait aux « pacifistes flyés ». Le 15 février, « aux pacifistes purs et durs (qui, pour beaucoup, ont un agenda caché, anti-occidental et anti-

libéral) ». Mario parle de la « liberté » du commerce bien évidemment. S'opposer au meurtre de civils innocents pour le profit des multinationales n'est pas un agenda caché au contraire, c'est la volonté du peuple. Faire la guerre pour voler les ressources naturelles des pays du Tiers-Monde sous prétexte d'y instaurer la démocratie, ça c'est un agenda caché. Le 18 février, c'est au tour des « pacifistes à tout crin, [...] meublant habituellement ces événements », les manifestations pacifistes, comme de raison.

Un autre grand penseur politique de la première moitié du XX^e siècle défendait sensiblement les mêmes idées. « Il n'y a pas d'hommes plus dangereux que les pacifistes, il n'y a pas rêveur plus déterminé que les positivistes », disait-il. Il ne croyait « ni à la possibilité ni à l'utilité d'une paix perpétuelle. [...] Seule la guerre apporte à leur plus haute tension les énergies humaines et ennoblit le peuple qui ose l'entreprendre. [...] Ce n'est pas demain qu'il faut être prêt à la guerre, c'est aujourd'hui. [...] Cela signifie que toute la vie de la Nation, politique, économique et intellectuelle doit être dirigée vers notre armée ».

Il disait aussi: « Autre point: la reconnaissance du capital et du capitalisme. Ici nous sommes nettement antisocialistes. [...] Les capitalistes modernes sont des capitaines d'industrie, des grands organisateurs [...] que peuvent demander les hommes? Le succès de leur industrie. Ce succès est celui de la Nation ». Quel grand visionnaire quand même que ce Benito Mussolini, dire qu'il a fait cette déclaration dans un discours de 1926, et on dirait un éditorial de *La Presse* de 2003.

JACQUES BOUCHARD



Pôvre Martha

La papesse de la décoration intérieure et grande capitaliste Martha Stewart est poursuivie pour délit d'initié et obstruction à la justice, après avoir vendu ses actions de la compagnie d'un ami juste avant qu'elles ne s'effondrent en bourse. Stewart clame son innocence dans une pleine page de publicité dans le *USA Today*. Afin de relancer sa compagnie dont les actions ne cessent de baisser depuis un an, *Le Couac* propose à Martha de nouveaux produits: le tissu caméléon pour se fondre dans la foule, les serviettes de tables intouchables pour conserver sa pureté, les décorations de plafond pour détourner les regards et les sofas mangeurs d'hommes pour avaler les inspecteurs.

Dictature au quotidien

Un employé de Coca-Cola de Los Angeles, par ailleurs militant syndical des Teamsters, a été congédié pour avoir bu du Pepsi sur les heures de travail. La multinationale s'est prévalue d'une clause de la convention collective de ses employés qui leur interdit de dénigrer leur employeur (AFP, 14-06). En guise de protestation, *Le Couac* propose aux employés de ne boire que de l'alcool, le seul breuvage que Coca-Cola ne produit pas encore.